



La falsification d'identité en France, du règne personnel de Louis XIV à a veille de La Révolution

Reynald Abad

► To cite this version:

Reynald Abad. La falsification d'identité en France, du règne personnel de Louis XIV à a veille de La Révolution. French Historical Studies, 2016, 39 (3), pp.471-508. <10.1215/00161071-3500285>. <hal-03944987>

HAL Id: hal-03944987

<https://hal.science/hal-03944987v1>

Submitted on 18 Jan 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons CC BY-NC-ND 4.0 - Attribution - Non-commercial use - No Derivative Works - International License

La falsification d'identité en France, du règne personnel de Louis XIV à la veille de la Révolution

REYNALD ABAD

PRÉCIS Jusqu'ici, la falsification d'identité sous l'Ancien Régime n'a guère été abordée qu'à travers la biographie des imposteurs célèbres ou l'étude des progrès de l'identification, ce qui revient à envisager la question à partir de cas particuliers ou du point de vue de l'autorité publique. Cet article se propose, au contraire, d'offrir un panorama aussi complet que possible de la falsification d'identité, en partant de la réalité du phénomène, c'est-à-dire des motivations et des méthodes des fraudeurs. Ce panorama, qui oblige à embrasser des aspects étonnamment variés de la vie sociale, s'accompagne de deux développements indispensables : l'un, préalable, pour définir rigoureusement la falsification d'identité ; l'autre, postérieur, pour analyser la législation pénale dans ce domaine. Il ressort de cette étude qu'il serait réducteur d'envisager exclusivement la falsification d'identité comme une catégorie de crime, plus ou moins nourrie par les progrès de l'identification : par la diversité de ses manifestations sociales, cette fraude dépasse à la fois la question de la criminalité et celle de la construction de l'Etat.

MOTS CLÉS état civil, falsification, identité, lois pénales, Ancien Régime

La falsification d'identité dans la France d'Ancien Régime n'a jamais été réellement étudiée. Non que la question n'ait pas suscité l'intérêt, mais elle a été abordée de manière partielle ou indirecte.

D'une part, l'historiographie a enquêté sur des imposteurs célèbres : le paysan Arnaud du Tilh, qui, au XVI^e siècle, prit la place du nommé Martin Guerre dans son propre village et même dans son propre ménage, en profitant de l'absence prolongée de l'intéressé¹ ; le hobereau Louis de La Pivardière, qui, au XVII^e siècle, se fit bigame à la faveur d'un voyage et mena une deuxième vie sous une identité roturière construite de toutes pièces² ; l'aventurier Stiepan Zannovich, qui, au XVIII^e siècle, dupa bien des personnalités de premier plan

1. Davis, *Return of Martin Guerre*.

2. Ravel, *Would-Be Commoner*.

en se présentant sous diverses identités fictives, notamment celle du prince Castriotto d'Albanie³. Quoique ces enquêtes dépassent largement le cadre du fait divers, par leur volonté de contextualiser et d'interpréter historiquement une trajectoire individuelle, il reste qu'elles fixent l'attention sur des formes de falsification hors du commun par leur nature, et plus encore par leur retentissement dès l'époque moderne.

D'autre part, l'historiographie a travaillé sur la construction de l'identification au XVIIIe siècle, c'est-à-dire l'élaboration d'un savoir d'Etat destiné à permettre aux autorités d'établir l'identité des individus dans telle ou telle circonstance, savoir fondé sur une multiplication des documents écrits, à commencer par les papiers d'identité, et une extension des éléments de reconnaissance, en particulier le signalement physique⁴. Malgré son immense utilité, cette histoire de l'identification ne peut se substituer à une histoire de la falsification d'identité : alors que la première examine les exigences des autorités, la seconde doit saisir les intentions des fraudeurs ; alors que la première s'intéresse surtout à la falsification des papiers d'identité, la seconde doit envisager aussi d'autres formes de tromperies sur l'identité.

Cette volonté d'aller au-delà des préoccupations étatiques et des faux papiers, pour s'intéresser aux motivations personnelles et aux falsifications alternatives, ne doit pas être comprise comme un prétexte pour attirer l'attention sur un type de tromperie précis, révélé par le dépouillement d'une source spécifique. L'enjeu est, au contraire, de parcourir tout le spectre de la falsification d'identité, en mobilisant la documentation la plus variée possible. En effet, le postulat qui soutient cet article est que la falsification d'identité, loin d'être exclusivement l'affaire des criminels, des policiers et des magistrats, était une réalité qui concernait presque toutes les catégories de la population : elle survenait dans nombre de circonstances de la vie quotidienne et s'insinuait dans nombre d'espaces sociaux plus ou moins inattendus, des églises aux écoles, de l'armée à la cour. La nouveauté de cette contribution ne réside donc pas dans la découverte de pratiques de falsification inédites—presque toutes ont déjà été repérées par des historiens dans leurs champs de spécialité respectifs—mais dans la mise en évidence de l'étendue du phénomène, réalité qui a échappé jusqu'ici à l'attention, précisément parce que ses manifestations ont presque toujours été signalées, de façon incidente, dans des travaux qui se préoccupaient d'autre chose, et parce que la fragmentation de la recherche historique en champs de spécialité de plus en plus étroits, a empêché de rapprocher cette poussière d'observations éparées.

3. Mortier, *Le « Prince d'Albanie »*.

4. Denis et Milliot, « Police et identification dans la France des Lumières » ; Denis, *Une histoire de l'identité*. Pour une mise en perspective de l'époque moderne dans l'histoire générale de l'identification en France, voir Gutton, *Etablir l'identité*. Pour une étude du processus à l'échelle internationale, dans une perspective plus anthropologique, voir Groebner, *Who Are You ?*

Afin d'entreprendre ce rapprochement, cet article se propose de dresser un tableau organisé et exhaustif de la falsification d'identité, au cours du long siècle allant du règne personnel de Louis XIV à la veille de la Révolution, tableau fondé sur l'exploitation de travaux publiés, de sources imprimées, parfois même de sources manuscrites, lorsqu'il est nécessaire d'éclairer certaines pratiques à peine connues des historiens ou mal décrites par les contemporains. Ce panorama, qui constituera le cœur de la contribution, sera encadré par deux développements indispensables : l'un, pour définir rigoureusement l'identité et la falsification d'identité ; l'autre, pour analyser la législation pénale dans ce domaine. Au terme de cette enquête en trois volets, il restera à évaluer la signification qu'il convient d'attribuer à cette prolifération des fraudes sur l'identité, en particulier d'envisager les conséquences, pour l'historiographie, d'une méthode qui substitue à l'approche traditionnelle par le sommet, c'est-à-dire l'autorité publique et ses impératifs d'ordre, une approche par la base, c'est-à-dire les acteurs sociaux et leurs motivations personnelles.

Définir l'identité et la falsification d'identité

Dans le cadre de cette étude, le terme *identité* doit évidemment être compris au sens juridique, et non au sens culturel ou psychologique : l'identité d'un individu est constituée de toutes les informations enregistrées de manière officielle, afin de constater sa situation par rapport à la société et de permettre son identification par la puissance publique. Autrement dit, l'identité d'une personne, c'est son état civil.

Parce que l'expression *état civil*, entendue dans ce sens précis, n'apparaît guère avant la Révolution⁵, et surtout parce que l'Etat a attendu la Révolution pour prendre en main l'état civil et en faire un service public⁶, les historiens hésitent parfois à parler d'état civil dès l'Ancien Régime. En fait, cet état civil existait bel et bien. Il était constitué des informations que les prêtres recueillaient et couchaient dans les registres paroissiaux ou assimilés⁷, à l'occasion des trois grandes cérémonies de l'existence : le baptême, le mariage, la sépulture. Pour être précis, ces informations étaient, à l'occasion du baptême : le nom du

5. Ainsi, dans l'*Encyclopédie* de Diderot et d'Alembert, publiée dans les années 1750–60, l'expression apparaît une vingtaine de fois, sous la plume de divers auteurs, mais jamais exactement au sens d'identité légale de l'individu : l'état civil, qui s'oppose à l'état de nature, désigne l'état de l'homme en société, et parfois, par extension, son statut juridique dans la société. Dans le fameux édit de tolérance donné en 1787 en faveur des huguenots, la formule conserve encore ce sens, mais tend désormais à désigner l'identité légale de l'individu, telle qu'elle résulte du mariage de ses parents ou de son propre mariage.

6. Le « décret sur le mode de constater l'état civil des citoyens », qui confia cette mission aux municipalités, fut adopté le 20 septembre 1792.

7. Outre les églises paroissiales, certaines églises succursales ainsi que les chapelles de certains établissements, tels les hôpitaux ou les communautés religieuses, étaient en droit de tenir des registres.

baptisé, la date de sa naissance, le nom de ses parents biologiques⁸ et spirituels ; à l'occasion du mariage : le nom des conjoints et des témoins, l'éventuelle minorité des conjoints et leurs éventuels liens de parenté avec les témoins ; à l'occasion de la sépulture : le nom du défunt, la date de son décès et le nom des témoins de l'inhumation. A ces informations soigneusement collectées auprès des protagonistes s'ajoutaient naturellement le lieu de la célébration, qui se déduisait du registre lui-même, et la date de la cérémonie, qui était toujours mentionnée par le prêtre.

Pour se convaincre que cet enregistrement avait la valeur d'un enregistrement public, on peut se rappeler quatre faits essentiels. Premièrement, malgré l'origine indiscutablement religieuse des registres, les prêtres recueillaient des informations et appliquaient des formalités qui étaient fixées, non par le droit ecclésiastique, mais par des lois royales : l'ordonnance civile de 1667, qui avait précisé les dispositions de plusieurs ordonnances promulguées dès le XVI^e siècle, puis la déclaration de 1736, qui avait renforcé celles de l'ordonnance civile⁹. Le primat du droit public en la matière était tel, que la monarchie finit par affirmer, à la fin de l'Ancien Régime, que les prêtres ne tenaient des registres que par la seule autorité du roi¹⁰. Deuxièmement, les tribunaux exerçaient un contrôle sur le travail d'enregistrement des prêtres, et ils avaient pour mission de conserver des doubles des registres dans leurs archives¹¹. Troisièmement, l'autorité publique considérait les informations portées dans les registres comme quasi intangibles : pour faire corriger une erreur commise par le prêtre lors de l'enregistrement, il fallait passer par de lourdes procédures¹², et pour prétendre changer de nom, il était recommandé d'obtenir des lettres du roi en Grande Chancellerie¹³. Quatrièmement, la meilleure preuve légale de l'identité des

8. Il pouvait évidemment arriver qu'aucun père ne fût mentionné, si l'enfant n'était pas reconnu par son géniteur, voire qu'aucun parent biologique ne fût mentionné, si l'enfant était abandonné anonymement.

9. On trouvera les dispositions successives de la législation royale en matière d'état civil, en particulier celles contenues dans l'ordonnance civile d'avril 1667 et la déclaration du 9 avril 1736, chez Le Mée, « La réglementation des registres paroissiaux en France ». Concernant la situation des provinces tardivement annexées, qui ne furent pas immédiatement ou pas systématiquement soumises à la législation appliquée dans le reste du royaume, voir Delsalle, *Histoires de familles*, chap. 3.

10. Déclaration du 12 mai 1782. Isambert, *Recueil général des anciennes lois françaises*, 27 : 190–91.

11. Sur le contrôle des magistrats, en particulier du parlement de Paris, on pourra consulter Maugis, « Une enquête du parlement » ; et Maugis, « L'enquête du parlement de Paris ».

12. La déclaration de 1736 subordonnait la correction des registres à une décision de justice, même si elle ne désignait pas explicitement les juridictions compétentes pour en juger, ce qui pouvait déboucher sur des conflits de compétence entre tribunaux royaux et tribunaux ecclésiastiques. Alteroche, *L'officialité de Paris*, 111–13.

13. On sait comment la monarchie, appuyée sur des juristes militants, finit par proclamer la nécessité d'obtenir des lettres de commutation de nom pour changer de nom, quoiqu'en droit, aucune loi ne l'imposât, pas même la prétendue ordonnance d'Amboise de 1555. Sur cette question, voir Lefebvre-Teillard, *Le nom*, 96–110.

individus résidait dans les registres, qui, selon la formule consacrée, faisaient *foi et preuve en justice*, et qui, même en marge de toute procédure, étaient consultés par la police lors de ses investigations¹⁴. Par effet de conséquence, l'habitude s'était prise, dans diverses circonstances de la vie administrative ou personnelle, d'établir son identité en produisant un extrait de registre, de préférence à toute autre attestation¹⁵.

Le fait que l'état civil était confié aux soins de l'Eglise catholique soulève la question de l'identité légale des protestants. Pour faire bref, cette minorité religieuse a connu fondamentalement deux situations distinctes à l'égard de l'enregistrement, l'une et l'autre compatibles avec les principes d'état civil qui viennent d'être définis.

Ou bien les registres paroissiaux protestants ont joué le même rôle que leurs équivalents catholiques. Il en fut ainsi pour les huguenots, c'est-à-dire les calvinistes de tradition française, tant qu'ils furent tolérés dans le royaume en vertu de l'édit de Nantes : même si la monarchie ne légiféra que tardivement sur les obligations des pasteurs en matière d'enregistrement, elle a toujours implicitement exigé d'eux la tenue de registres et explicitement rappelé l'obligation de dépôt dans les juridictions royales¹⁶. Quant aux protestants d'Alsace, majoritairement luthériens, ayant obtenu la liberté de culte en devenant sujets du roi de France en 1648 ou en 1681, ils obtinrent aussi celle de continuer à tenir leurs propres registres comme par le passé. Et cela dura jusqu'à la fin de l'Ancien Régime, puisque l'Alsace ne fut pas concernée par la révocation de l'édit de Nantes¹⁷.

Ou bien les registres paroissiaux catholiques ont servi à l'enregistrement des sujets protestants. C'est ce qui se produisit pour les huguenots à partir de 1685, lorsque la révocation provoqua la disparition totale des temples, des paroisses et des pasteurs calvinistes : ces sujets se trouvèrent soumis, d'abord en fait, puis bientôt en droit, aux célébrations de l'Eglise catholique. Ceci ne signifie pas que tous acceptèrent de se soumettre aux rites et à l'enregistrement catholiques—on aura l'occasion d'y revenir. Ceci ne signifie pas non plus que les prêtres consentirent toujours à accueillir dans leur église des fidèles suspects

14. On en trouve une illustration parlante dans Piton, *Paris sous Louis XV*, 5 : 11, 79, 339, 370–71.

15. Un excellent exemple est celui de la souscription de rentes viagères dans le cadre des emprunts tontiniers : pour prouver sa date de naissance, qui était une information cruciale, chaque souscripteur devait fournir un extrait baptismal, et seule la perte irrémédiable et attestée des registres l'autorisait à présenter, à défaut, un acte de notoriété garanti par quatre témoins et passé devant notaire. Sur cette règle, voir Beaumont, *Jurisprudence des rentes*, 13–14, 126 ; sur la place de l'âge dans le mécanisme des tontines, voir Gallais-Hamonne et Berthon, *Les emprunts tontiniers de l'Ancien Régime*, 14–15.

16. Concernant la situation des huguenots, nous nous appuyons, dans tout le passage qui suit, sur Faucher, « Les registres de l'état civil protestant ».

17. Boehler, *La paysannerie de la plaine d'Alsace*, 1 : 30.

d'hérésie cachée. Mais, du point de vue de la loi, l'Eglise catholique eut la responsabilité de l'état civil des huguenots, qui, de toute façon, furent tous présumés convertis par la monarchie à partir de 1715¹⁸. Malgré quelques assouplissements¹⁹ et plusieurs projets de réforme²⁰, la situation demeura en l'état jusqu'à l'édit de tolérance de 1787, qui donna la possibilité aux huguenots de faire enregistrer leurs baptêmes, mariages et sépultures par les officiers de justice, voire par les curés agissant comme simples officiers d'état civil²¹.

En définitive, pour trouver des sujets du roi de France dont la situation était juridiquement incertaine à l'égard de l'état civil, il faut se tourner vers d'infimes minorités : les Juifs, dont le statut souffrait d'une absence totale d'uniformité dans le royaume, ou encore les catholiques excommuniés, lesquels ne sont guère connus des historiens qu'à travers le cas particulier des comédiens. Il est vraisemblable qu'une enquête approfondie démontrerait que beaucoup d'entre eux disposaient néanmoins d'un état civil complet²². Mais, quoi qu'il en soit, l'existence de ces groupes, dont les effectifs ne dépassaient pas quelques dizaines de milliers d'individus, ne remet pas en cause le fait essentiel : pour la quasi-totalité des sujets, l'identité prenait bel et bien la forme d'un état civil, constitué légalement à l'occasion du baptême, du mariage et de la sépulture. Par conséquent, il est possible et logique de définir la falsification d'identité comme une falsification d'état civil, cette falsification pouvant prendre ou associer divers moyens : la déclaration mensongère, le faux en écriture, le déguisement de l'apparence. Malgré sa clarté, cette définition générale appelle quelques précisions.

D'abord, il faut se mettre en garde contre les idées préconçues. Lorsqu'il est question de falsification d'identité, deux pratiques viennent spontanément à l'esprit : d'une part, l'usurpation d'identité, c'est-à-dire le fait de prendre l'identité d'une autre personne afin de se faire passer pour elle ; d'autre part,

18. Déclaration du 8 mars 1715. Isambert, *Recueil général des anciennes lois françaises*, 20 : 640.

19. L'obligation faite aux protestants de se soumettre aux célébrations catholiques s'appliqua pleinement aux baptêmes et aux mariages, mais moins nettement aux sépultures, qui purent, au moins à partir de 1736, se faire sans recours aux prêtres catholiques ni mention dans les registres paroissiaux.

20. Pour une étude des projets avortés visant à régler le problème de l'état civil des protestants après la révocation, voir Léonard, *Le problème du mariage civil*.

21. L'édit de novembre 1787 proposait cette alternative pour les mariages et les sépultures, mais non pour les baptêmes, qui, s'ils n'étaient pas célébrés à l'église, ne pouvaient être déclarés qu'aux juges. Isambert, *Recueil général des anciennes lois françaises*, 28 : 472–82.

22. Dans les lieux où ils étaient légalement tolérés, les Juifs étaient tantôt tenus de se soumettre aux cérémonies catholiques, tantôt autorisés à tenir des registres confessionaux, tantôt invités à se déclarer auprès des tribunaux royaux, toutes solutions qui leur procuraient, d'une manière ou d'une autre, un état civil. L'incertitude la plus grande concerne les lieux où les Juifs étaient dépourvus de tout statut légal, à commencer par Paris (Mousnier, *Les institutions de la France*, 1 : 327–33). Concernant les comédiens, il semble bien qu'en dépit de leur profession, la plupart d'entre eux accédaient aux cérémonies catholiques au prix de subterfuges ou d'arrangements variés, dans un contexte de tolérance grandissante de la part du clergé (Rougemon, *La vie théâtrale en France*, 205–6 ; McManners, *Religion of the People*, 314, 319–20, 337–40).

l'invention d'identité, c'est-à-dire le fait de revêtir une identité imaginaire afin de composer un personnage de fiction. Prisonnier de cette alternative, on a souvent tendance à considérer que l'usage d'une fausse identité suppose de devenir comme étranger à soi-même, d'abandonner son identité, parfaitement vraie, pour en endosser une autre, parfaitement fausse. Pourtant, l'état civil n'est pas un tout indivisible, dont la falsification est nécessairement totale : il est la somme d'une série d'éléments, qui peuvent être falsifiés en plus ou moins grand nombre, de sorte que la fausse identité est moins affaire de basculement que de gradation. Ainsi, mentir sur son âge constitue déjà une falsification de l'identité, même s'il ne s'agit que d'une falsification marginale, qui n'exige pas de se glisser dans la peau d'un autre. En conséquence, l'étude de la fausse identité ne doit pas se résumer à la recherche des imposteurs : elle doit s'étendre à tous les tricheurs en matière d'état civil.

Ensuite, il importe de souligner que la falsification implique la tromperie, c'est-à-dire à la fois une intention délibérée et un moyen adéquat de tromper. Elle n'englobe donc pas les erreurs d'identité involontaires, encore fréquentes dans une société qui faisait un usage occasionnel des informations d'état civil : c'est en toute bonne foi que des sujets se trompaient sur leur année ou leur lieu de naissance²³. Elle n'englobe pas non plus les changements d'identité qui se pratiquaient en marge de l'état civil, mais sans lui porter atteinte et sans en faire mystère : ici, des individus se faisaient appeler de leur prénom de confirmation plutôt que de leur prénom de baptême ; là, des ménages se protégeaient de l'homonymie en associant à leur nom de famille un deuxième nom, qui pouvait venir des femmes, voire d'une terre ; un peu partout, des individus des catégories populaires étaient identifiés par un surnom, qui, au quotidien, supplantait souvent le nom²⁴. En outre, dans certaines professions, il était courant de revêtir un nom d'usage au moment d'embrasser la carrière : des réguliers prenaient des noms de religion en prononçant leurs vœux²⁵, des serviteurs des noms de domestique en s'engageant chez un maître²⁶, des soldats des noms de guerre en s'enrôlant dans un régiment²⁷, des prostituées des noms de galanterie en entrant dans une maison close²⁸, et ainsi de suite. Rien dans tout cela qui relève de la tromperie et donc de la falsification d'identité.

23. Des erreurs de ce genre ont été mises en évidence chez les recrues. Corvisier, *L'armée française*, 1 : 375.

24. Lefebvre-Teillard, *Le nom*, 55, 80–81.

25. Sur cette pratique, beaucoup plus répandue dans les ordres féminins que masculins, voir Loupès, « Un palmarès des saints » ; Dompnier, *Enquête au pays des frères des anges*, 74–85 ; Dinet, *Religion et société*, 2 : 823–31.

26. Maza, *Servants and Masters*, 176–78 ; Sabattier, *Figaro et son maître*, 20 ; Petitfrère, *L'œil du maître*, 147–48.

27. Corvisier, *L'armée française*, 2 : 848–61, 1049–58.

28. Benabou, *La prostitution et la police des mœurs*, 228–29.

Enfin, il convient d'éclaircir le rapport entre la falsification d'identité et le statut social, plus précisément le statut nobiliaire. On peut en effet se demander si ce que les contemporains appelaient *l'usurpation de noblesse*, en particulier dans le cadre des recherches de noblesse du règne de Louis XIV et du début du règne de Louis XV²⁹, doit être considéré par les historiens comme une fraude sur l'identité. Pour commencer, il faut constater que la législation royale n'exigeait pas explicitement que le prêtre fit mention du statut nobiliaire de l'individu : dans le cas de l'acte de baptême, il n'était question de rien à ce sujet, ni à propos de l'enfant, ni à propos de ses parents ; dans le cas des actes de mariage et de sépulture, il était prévu de mentionner la *qualité* des époux et du défunt, sans davantage de précision. Du reste, un individu ne prouvait pas sa noblesse en produisant un simple extrait de registre paroissial. Ces observations peuvent faire considérer que la noblesse n'était pas un élément de l'état civil et que, par voie de conséquence, l'usurpation de noblesse ne relevait pas de la fausse identité, mais de la fausse qualité, au même titre, par exemple, que l'usurpation de charge publique. Mais on peut souligner, *a contrario*, que la noblesse des parents ou des témoins était trop importante aux yeux de tous les acteurs de la cérémonie pour ne pas être systématiquement mentionnée dans les actes. Par ailleurs, si un extrait de registre paroissial ne prouvait pas à lui seul la noblesse, il faisait néanmoins partie des nombreux documents qui étaient communément admis pour faire preuve par accumulation. Ces arguments peuvent donc amener à défendre l'idée contraire selon laquelle l'usurpation de noblesse relevait bel et bien de la fausse identité.

En fait, cette manière de poser le problème est inappropriée, car elle postule implicitement que la noblesse était une information objective, comparable à la date de naissance ou au lieu de mariage, information sur laquelle on disait forcément vrai ou faux. Or, chez l'écrasante majorité des individus suspects d'usurpation, il n'en était pas ainsi, car ils étaient engagés, souvent depuis plusieurs générations, dans un processus d'agrégation silencieuse à la noblesse, c'est-à-dire sans sanction légale³⁰. Pour cette petite frange de la société située aux frontières mouvantes des deuxième et troisième ordres, l'appartenance à la noblesse était une réalité sociale dénuée de certitude juridique. Par conséquent, lorsqu'ils se déclaraient *écuyers* ou *chevaliers*, ils ne disaient ni vrai ni faux, puisque leur statut était incertain. Et, ce faisant, ils ne falsifiaient pas leur identité, dès lors que leur état civil, quelles que fussent les mentions qu'il portait, restait tributaire

29. Sur cette grande entreprise monarchique, voir notamment Meyer, *La noblesse bretonne au XVIIIe siècle*, 1 : chap. 1 et 2 ; Constant, « L'enquête de noblesse de 1667 » ; Loiseau, « Les procès de noblesse en Bourgogne au XVIIe siècle ».

30. Ce phénomène, qualifié d'*agrégation coutumière* ou d'*anoblissement taiseux*, a été observé par de nombreux historiens de la noblesse depuis l'étude pionnière de Constant, *Nobles et paysans en Beauce*.

de cette incertitude. Pour achever de rejeter le statut nobiliaire hors du champ de la falsification d'identité, il convient aussi de se rappeler que nombre de ces individus suspects d'usurpation estimaient en toute bonne foi être nobles et n'employaient aucun moyen assimilable à la tricherie.

Cela ne signifie pas que la noblesse n'était pas l'enjeu de certaines falsifications d'identité, mais il faut limiter ces dernières aux fraudes portant bel et bien sur des informations d'état civil : par exemple le recours à des noms, des titres ou des filiations usurpés, tant au niveau de l'intéressé lui-même que de ses ascendants. En effet, parce que l'ancienneté de la noblesse était en elle-même un enjeu dans la société d'Ancien Régime, les sujets du second ordre, bien davantage que les autres, étaient incités à faire porter la falsification sur les générations antérieures, en particulier sous forme de forgeries généalogiques, qui consistaient à travestir l'identité de leurs aïeux ou à greffer abusivement leur lignée sur un rameau homonyme plus ancien. Les tricheurs visés ici ne sont pas tant ces aristocrates, souvent prestigieux, qui exhibaient des généalogies enracinant leur maison dans un passé fabuleux³¹, et qui, à l'occasion, se battaient pour les faire accepter contre toute vraisemblance³². Ce sont bien plutôt ces nobles, moins illustres, qui truquaient leur généalogie sur un nombre précis et restreint de générations, pour satisfaire à des exigences juridiques ou administratives³³.

Essai de classement des pratiques de falsification

Ayant éclairci les questions de définition, il devient possible d'approcher de manière concrète le recours à la fausse identité, en dressant un tableau aussi complet que possible du phénomène. Le parti pris de cet essai de classement est de partir de l'observation des pratiques de falsification, telles qu'elles existaient dans le contexte historique de l'Ancien Régime, sans se préoccuper, pour le moment, du discours juridique ou des pratiques répressives à leur égard.

31. La maison de Roncherolles en est un magnifique exemple : des généalogistes prétendaient lui donner pour ancêtres cinq rois de France, un empereur du Saint-Empire et un empereur de Constantinople aux onzième et douzième siècles (Goujet, *Nouveau supplément au grand dictionnaire historique*, 2 : 779), alors même qu'elle était capable, pour être admise aux honneurs de la Cour au dix-huitième siècle, de produire la preuve indiscutable d'une noblesse remontant au quatorzième siècle (Bluche, *Les honneurs de la Cour*, 2 : non paginé) et qu'elle jouissait, comme détentrice de la baronnie, puis marquisat de Pont-Saint-Pierre, d'une réputation incontestée de noblesse ancienne (Dewald, *Pont-St-Pierre 1398-1789*, chap. 5).

32. Le juge d'armes Louis-Pierre d'Hozier en fit l'amère expérience en travaillant à la publication de son *Armorial général ou registres de la noblesse de France* : le duc de Châtillon lui fit interdire de publier une notice sur sa maison, au prétexte que cette notice tronquerait la sublime généalogie publiée à l'initiative de la famille ; quant à la maison Alès de Corbet, elle lui fit un procès devant les maréchaux de France pour le forcer à admettre, malgré qu'il en eût, qu'elle avait une origine nobiliaire irlandaise remontant au dixième siècle. Grolée-Virville, *Les d'Hozier*, 165-72.

33. Pour un aperçu commode des situations dans lesquelles les nobles pouvaient être amenés à justifier d'une ancienneté plus ou moins grande, voir Jouanna, « Preuves de noblesse ».

Les tromperies dans l'établissement de l'état civil

Des falsifications d'identité intervenaient à l'instant même des cérémonies fondant l'état civil des individus. Lors des baptêmes, il arrivait que des époux présentassent, comme si c'était le leur, un enfant qui leur était étranger, ce qui était souvent une réponse à la stérilité du couple, soit que les deux parents fussent complices, soit que la mère seule eût simulé une grossesse et un accouchement aux yeux mêmes de son mari³⁴. On voyait aussi des époux présenter comme issu de leur union un enfant adultérin, que le mari ou la femme avait eu avec une tierce personne. Ici encore, la tromperie était ou non partagée : si le mari devait nécessairement convaincre ou contraindre sa femme de se dire mère d'un nouveau-né qu'elle n'avait pas porté—l'objectif étant d'épargner à l'enfant la bâtardise, avec toutes les conséquences juridiques et sociales qu'elle entraînait—la femme pouvait éventuellement dissimuler à son mari l'origine adultérine de l'enfant dont elle avait accouché³⁵. Chez certains époux aux mœurs très libres dont on connaît des exemples dans la bonne société, la falsification était pratiquée en toute complicité et en toute sérénité : la reconnaissance d'enfants adultérins était la conséquence logique de la liberté sentimentale et sexuelle que s'accordaient mutuellement les époux³⁶. Il se trouvait aussi des couples illégitimes dont aucun des deux membres ne voulait ou ne pouvait reconnaître le nouveau-né, de sorte que celui-ci était confié à un couple légitime, qui acceptait de le porter sur les fonts baptismaux comme le sien³⁷. Si ces diverses falsifications étaient le plus souvent provoquées par les contraintes morales et juridiques d'une société dans laquelle la filiation légitime était cruciale, tant pour l'honneur des géniteurs que pour l'avenir des enfants, elles pouvaient avoir parfois des motivations beaucoup plus sordides, comme le montrent quelques causes célèbres ayant fait grand bruit à leur époque : c'est pour n'avoir qu'un unique héritier et conjurer un partage de son patrimoine, qu'en 1707, le couple formé par Gabriel Thibault de La Carte et Françoise-Charlotte de La Ferté-Senneterre dissimula la seconde grossesse de celle-ci, puis trouva des parents fictifs pour adopter et faire baptiser l'enfant indésirable ; et c'est pour éviter de devenir une veuve sans enfant et d'en subir les conséquences successorales, qu'en 1729, Barbe-Françoise Digard des Meulettes simula une grossesse à la mort de son époux, puis, un peu moins de neuf mois plus tard, acheta un nouveau-né à une femme indigente, afin de le présenter au prêtre comme le sien³⁸.

34. Paris, Bibliothèque nationale de France, département des manuscrits occidentaux, collection Joly de Fleury (désormais BNF, Joly de Fleury), vol. 343, dos. 3696.

35. BNF, Joly de Fleury, vol. 364, dos. 4095 ; Aubry, *La jurisprudence criminelle du Châtelet*, 150.

36. Cette pratique a beaucoup frappé Casanova, qui la découvrit lors de son premier séjour parisien en 1750–52. Casanova, *Histoire de ma vie*, 1 : 614–15, 1046–47.

37. BNF, Joly de Fleury, vol. 56, dos. 573.

38. Ces deux affaires ont été mises en lumière par Hanley, « Engendering the State », 19–20.

Lors des mariages, l'obligation faite aux promis en état de minorité juridique³⁹ d'obtenir le consentement de leurs représentants légaux—pères, mères, tuteurs, curateurs—conduisait certains jeunes gens, qui se mariaient contre la volonté de ceux-ci ou sans les avoir consultés, à commettre des tromperies : ils produisaient de faux extraits baptistaires afin de se vieillir et de paraître majeurs ; ils falsifiaient l'identité de leurs représentants légaux en les prétendant morts grâce à de faux certificats de décès ; ils pratiquaient des substitutions de personnes, en demandant à des amis, des obligés ou des escrocs de se faire passer pour ces représentants et de donner un faux consentement⁴⁰. Les mariages de bigame, quant à eux, reposaient nécessairement sur la falsification d'identité : par définition, en se déclarant libre, la personne déjà mariée mentait sur un élément précis de son état civil. Dans le cas le plus simple, le ou la bigame se présentait sous son véritable nom, en faisant certifier son prétendu célibat par des témoins qui étaient ses dupes ou ses complices. Même si le prêtre exigeait un extrait baptismal, la tromperie était indétectable, car le mariage d'un individu n'était pas rétrospectivement signalé sur son acte de baptême. Parfois, le ou la bigame déclarait non seulement sa véritable identité, mais aussi son précédent mariage, car il avait choisi de falsifier l'identité de son conjoint délaissé, en le présentant comme mort grâce à un faux extrait de décès. Enfin, il pouvait arriver que le ou la bigame, muni d'un faux extrait baptismal, usurpât purement et simplement l'identité d'une tierce personne qui était célibataire ou veuve⁴¹.

Il faut ajouter que la situation particulière des huguenots de 1685 à 1787 fut occasionnellement la source de falsifications d'identité. Puisque nombre d'entre eux refusaient de se soumettre aux cérémonies de l'Eglise catholique et préféraient recourir aux célébrations protestantes clandestines, des familles entières étaient dépourvues d'état civil, du moins d'état civil légal. Or, selon les lieux et les circonstances, les autorités pouvaient accepter de reconnaître l'état de fait constitué par des naissances, unions et décès notoires⁴², ou, au contraire, refuser

39. Rappelons que la majorité matrimoniale était tardive : en principe, la loi la fixait, depuis 1556, à trente ans pour les garçons et vingt-cinq ans pour les filles, et elle parut même, en 1697, la refuser aux jeunes gens, quel que soit leur âge, tant qu'ils vivaient sous le toit parental. Sur ces dispositions, qui généraient une forte conflictualité, elle-même source d'une énorme jurisprudence, voir par exemple *Code matrimonial*, 2 : 535–87.

40. Piton, *Paris sous Louis XV*, 5 : 364 ; BNF, Joly de Fleury, vol. 254, dos. 2546 ; vol. 292, dos. 3077. Pour une mise en perspective de ces falsifications dans l'histoire de la législation du mariage, voir Doyon, « De la clandestinité à la " fausseté " ».

41. Cuillieron, « Les causes matrimoniales des officialités », 549–50 ; Cuillieron, « Réflexions sur les causes matrimoniales », 52–53 ; Aubry, *La jurisprudence criminelle*, 95–97 ; Doyon, « De la clandestinité à la " fausseté " », 422.

42. Quelques parlements appliquèrent, plus ou moins durablement, une jurisprudence favorisant la possession d'état pour les protestants, dès lors que celle-ci était publique et manifeste (Léonard, *Le problème du mariage civil*, 16–17, 27–28). Plus avantageux encore pour les intéressés, certains curés accommodants acceptaient d'établir des actes de notoriété pour des baptêmes, mariages et sépultures protestants, qui, par définition, ne figuraient pas dans leurs registres (Krumenacker, *Les protestants du Poitou*, 236–37).

absolument de le faire, en s'en tenant à la lettre de la loi⁴³. Parce que cette situation était inconfortable et périlleuse⁴⁴, certaines familles finissaient par se soumettre à une cérémonie catholique afin de renouer avec l'état civil. Elles pouvaient alors être conduites à des falsifications, du fait que telle naissance ou telle union survenue dans le passé n'avait pas d'existence légale. Par exemple, si des parents mariés clandestinement voulaient faire baptiser leur nouveau-né par un prêtre catholique, avec l'intention d'en faire un enfant légitime à la filiation légalement établie⁴⁵, il leur fallait se déclarer mari et femme, ce qui constituait juridiquement une falsification d'identité, puisque leur état marital n'avait pas été constaté légalement. Au reste, en cas de présentation d'un faux extrait d'acte de mariage, la falsification prenait une dimension indiscutablement criminelle⁴⁶. Par ailleurs, des fiancés protestants qui refusaient de s'enfermer dans un mariage clandestin, mais répugnaient néanmoins à se soumettre aux exigences de l'Eglise catholique, se livraient à des fraudes, dont certaines passaient par la tromperie sur l'identité. Par exemple, afin de fournir le certificat de confession qu'on exigeait d'eux avant de publier les bans, ils envoyaient un tiers sous leur identité pour recevoir le sacrement de pénitence⁴⁷. La falsification suprême consistait toutefois à employer les services d'un homme qui usurpait l'identité d'un prêtre, afin de célébrer le mariage huguenot avec toutes les apparences de la légalité catholique⁴⁸.

Les usurpations de statut social

La France d'Ancien Régime était un monde dans lequel les hiérarchies sociales jouaient un rôle crucial et dans lequel la position des individus dans la société se lisait pour une large part dans leur identité, en particulier dans leur nom et leurs titres. Par conséquent, bien des sujets pouvaient être tentés de manipuler leur

43. Voir, par exemple, la réaction de l'intendant d'Etigny, qui, découvrant un bourg de sa généralité dans laquelle les protestants refusaient le mariage catholique, les considéra tous comme concubins et leurs enfants comme illégitimes. Bordes, *D'Etigny et l'administration de l'intendance d'Auch*, 1 : 182–83.

44. On trouve une énumération de procès célèbres nés de l'absence d'état civil des protestants chez Chastanier, *Un aspect des lois relatives aux minorités religieuses*, 139–54.

45. Certains prêtres ne se privaient pas, en effet, de faire mention sur leurs registres de la bâtardise d'un enfant que des parents protestants, mariés clandestinement, leur donnaient à baptiser. Il en fut du moins ainsi jusqu'en 1782, date à laquelle la monarchie interdit formellement de telles mentions. Léonard, *Le problème du mariage civil*, 50, 56.

46. Voir le cas très intéressant de ce pasteur clandestin de l'Aunis qui, dans les années 1730, fournit de faux certificats de mariage à des époux protestants qui souhaitaient faire baptiser leur enfant par un prêtre. Pour mieux couvrir sa fraude, il attribua ces certificats à de prétendus aumôniers de la marine de guerre, à la fois parce que ces derniers étaient réputés marier plus facilement les protestants et parce que la vérification de leurs registres était plus difficile. BNF, Joly de Fleury, vol. 179, dos. 1670.

47. Léonard, *Le problème du mariage civil*, 35–36.

48. Voir l'exemple de cet artisan protestant de La Rochelle, jouant régulièrement les aumôniers de marine sous un faux nom dans les années 1720 : Krumenacker, *Les protestants du Poitou*, 228.

identité, afin de prétendre à un statut plus avantageux aux yeux des autres ou au regard de la loi.

Un bon exemple de ce genre de falsifications est fourni par l'usage, bien identifié dans une partie de la Normandie, de se revêtir de noms de sieurie inventés : nombre de bourgeois aisés, voire de modestes artisans et boutiquiers, se disaient *sieur de*, sans pouvoir faire suivre cette titulature du nom d'une seigneurie ou même d'un domaine, puisqu'ils n'en possédaient aucun. Par conséquent, ils adoptaient purement et simplement des noms semi-fictifs—le nom d'une maison, d'une ferme ou d'un lopin effectivement possédé ou loué—des noms fictifs—le nom d'un toponyme ou d'un bâtiment du voisinage—voire des noms totalement imaginaires—le nom de leur saint patron ou tout autre nom sonnant bien⁴⁹. Cette pratique, qui trahissait une véritable soif d'honorabilité, était d'autant plus facile à mettre en œuvre qu'elle reposait, pour l'essentiel, sur l'auto-désignation, en particulier à l'occasion des actes passés devant notaire.

Plus ambitieuse était la falsification de noblesse, qui devait permettre d'accéder aux privilèges matériels ou symboliques que procurait ce statut social. Certes, cette falsification ne passait pas exclusivement par la tromperie sur l'identité. Mais il reste que des individus recouraient, en toute conscience, à des faussetés sur les noms, les titres ou les filiations, à leur génération ou à des générations antérieures, afin de s'agréger frauduleusement au second ordre. En bonne logique, de telles supercheries furent recensées en très grand nombre à l'occasion des recherches de noblesse menées dans le but de débusquer ceux qui bénéficiaient indûment des privilèges de la noblesse, au préjudice de l'ordre social en général, et des finances de l'Etat en particulier. Au cours de ces enquêtes, les intendants, les commissions ou les juridictions désignées pour examiner les preuves de noblesse, découvrirent de nombreux faux, forgés souvent dans la perspective même de cette procédure⁵⁰. Par ailleurs, certains individus, indifférents aux privilèges juridiques proprement dits, usurpaient la noblesse pour se faire valoir dans la société, à l'image de ce jeune prêtre de province, qui, désireux de se lancer dans la prédication à Paris en 1718, jugea bon de s'inventer une origine nobiliaire, en forgeant un faux certificat de baptême et en allant jusqu'à faire imprimer un billet d'invitation à son prêche au nom de ses prétendus parents nobles⁵¹. On peut aussi citer le cas, bien plus connu, du futur député de la Législative et de la Convention, Jacques Pierre Brissot : jeune

49. Nédélec, « Sur un usage cocasse de la société noble et bourgeoise », 322–23. Pour une analyse du phénomène à partir d'un exemple précis, voir Haraux, « Communauté et identité individuelle dans la France préindustrielle », 295–96.

50. On en trouve des exemples épars dans l'étude d'Esmonin, *La taille en Normandie*, 202–24. Le cas éloquent d'un individu ayant constitué, en 1687, un véritable dossier de fausses pièces, dont des extraits de registres paroissiaux délivrés par un curé complaisant, est évoqué par Caillou, *Une administration royale d'Ancien Régime*, 2 : 21.

51. Brian, *Prêcher à Paris sous l'Ancien Régime*, 139–40.

roturier plein d'ambition, il n'hésita pas à adopter, au début des années 1770, le nom de Brissot de Warville, qui respirait la noblesse et l'anglomanie. Du reste, ses adversaires politiques sous la Révolution ne manqueront pas de rappeler et d'exploiter cette falsification⁵².

Il ne faudrait pas en conclure que la fausse identité nobiliaire se résumait à la tricherie commise par de faux nobles se faisant passer pour de vrais nobles. Il se trouvait aussi de vrais nobles qui se donnaient du lustre en arborant des titres injustifiés : ils se disaient baron, comte ou marquis, sans qu'aucune de leur terres ne fût une baronnie, un comté ou un marquisat. Cette forme de falsification est bien attestée par les dénonciations indignées dont elle faisait l'objet, en particulier parmi les gardiens du droit féodal⁵³ ou au sein même du second ordre⁵⁴. Faute d'étude systématique, l'usurpation de titres n'est guère connue qu'à travers les cas particuliers de falsificateurs ayant laissé une trace dans l'histoire du royaume. Ainsi, le comte de la Motte, resté célèbre pour avoir épousé celle qui allait être le cerveau de l'affaire du collier de la reine, était bel et bien noble, mais son titre était imaginaire⁵⁵. Plus intéressant encore est le cas de ce soldat et diplomate connu sous le nom de vicomte de Martange, qui joua un rôle important à la cour et dans les relations franco-saxonnes sous Louis XV : il était certes le fils d'un noble nommé Boué, mais on ne s'explique pas pourquoi il se faisait appeler Boué de Martange, de quel droit il faisait usage du titre de vicomte, ni d'où venait son blason⁵⁶. De toute évidence, ces personnages célèbres en cachent bien d'autres, demeurés ignorés, dont certains apparaissent toutefois fugitivement dans les sources, en particulier policières⁵⁷.

Il est vrai que cette falsification, à l'intérieur même du second ordre, était facile à pratiquer. En effet, l'habitude, dans la noblesse la plus authentique, de distinguer les enfants mâles en leur attribuant à chacun un nom de terre ou de seigneurie différent, ajouté ou non au patronyme familial, ainsi que des armes et parfois même un titre distinct de ceux du chef de famille, produisait dans la société nobiliaire une prolifération incontrôlée de noms, de blasons et de

52. Ellery, *Brissot de Warville*, 10–11, 220–21.

53. Pour une réaction de juge d'armes et une autre de jurisconsulte, voir respectivement : Hozier et Auvigny, *Lettres inédites*, 72 ; Guyot, *Répertoire universel et raisonné de jurisprudence*, 41 : art. « Noblesse », 473.

54. Parmi les très nombreux cahiers de doléances de 1789 qui se plaignaient des usurpations de noblesse, une poignée visait explicitement l'usurpation de titres, tels ceux de la noblesse de Périgueux et de Rouen. Mavidal et Laurent, *Archives parlementaires : Etats généraux*, 5 : 339, 596.

55. Ce titre apparut subitement sur son brevet de capitaine de la Maison militaire du comte d'Artois, obtenu grâce à la protection du cardinal de Rohan, peut-être en jouant de l'homonymie avec une famille plus illustre, originaire du même terroir que lui. Funck-Brentano, *L'affaire du collier*, 74–75, 83.

56. Martange, *Correspondance inédite*, VII.

57. A l'exemple de cette Mme de Scaron, qui prenait abusivement le titre de marquise en 1751, ou de ce M. de Biré, celui de vicomte en 1759. Ravaisson-Mollien, *Archives de la Bastille*, 12 : 361 ; 17 : 302.

distinctions, qui créait des conditions propices à la manipulation, spécialement dans un royaume aussi vaste.

Les falsifications pour faire carrière

Entrer en formation, être admis dans un corps, accéder à un emploi public, trouver une place dans l'Eglise : autant de facteurs déterminants dans une carrière, qui pouvaient être soumis à des exigences liées directement à l'identité des individus, avec pour conséquence d'inciter les candidats ou leurs proches à la fraude.

Ainsi, l'accès à de très nombreuses fonctions était déterminé par des conditions d'âge⁵⁸, ce qui produisait des falsifications, dont il reste des traces, au moins indirectes. Par exemple, dans le monde du travail, les communautés d'arts et métiers étaient régies par des statuts, qui, la plupart du temps, fixaient un seuil pour l'accession à la maîtrise. Or un procès, intenté en 1762 par la communauté des boulangers de Paris, montre que l'un de ses membres, pour faciliter la réception de son fils, falsifia son âge en produisant l'extrait baptistaire d'un autre de ses enfants⁵⁹. Il fallait aussi un âge minimal pour acquérir un office dans la magistrature, âge qui augmentait avec l'importance de la charge. Or les tromperies furent jugées suffisamment graves pour déterminer la monarchie, en 1672, à promulguer un édit rappelant que la lutte contre ce genre de fraude exigeait une excellente tenue des registres paroissiaux⁶⁰. De même, l'accession aux bénéfices ecclésiastiques était soumise à des conditions d'âge, qui variaient avec la nature du ministère. Or on sait que l'évêque de Viviers, La Baume de la Suze, mort en 1690 doyen de l'épiscopat du royaume, et peut-être même de la catholicité tout entière, avait débuté sa carrière en trichant de trois ans sur son âge afin d'obtenir son diocèse⁶¹. Un cas aussi spectaculaire ne doit pas laisser imaginer que ces fraudes sur l'âge étaient monnaie courante—il est probable qu'elles étaient rares, et sans doute même de plus en plus rares⁶²—mais il s'en commettait néanmoins.

58. On pourra se faire une idée de la variété des emplois et des seuils en consultant Guyot, *Répertoire universel et raisonné de jurisprudence*, 1 : art. « Âge », 482–91.

59. Kaplan, *Le meilleur pain du monde*, 295–96.

60. Edit de février 1672. Isambert, *Recueil général des anciennes lois françaises*, 19 : 1–4.

61. Bergin, *Making of the French Episcopate*, 298, 645.

62. On peut en effet penser que la tricherie sur l'âge tendit à devenir inutile, au moins dans la magistrature et dans le clergé, pour des raisons d'ailleurs différentes. Dans la magistrature, il fut de plus en plus courant d'obtenir du roi une dispense d'âge, en particulier dans le cadre de la transmission familiale des charges (voir, par exemple, Rosset, « Les conseillers au Châtelet de Paris », 209–10 ; Bluche, *Les magistrats du parlement de Paris*, 19–20 ; Deharbe, *Le Bureau des finances de la généralité de Lyon*, 67–68). Dans le clergé, l'âge d'obtention du premier bénéfice épiscopal ou curial s'éleva presque inéluctablement au-dessus de l'âge minimal, du fait d'exigences accrues en matière de formation et de carrière (Bergin, *Crown, Church and Episcopate*, chap. 3, 4, 9 ; Deregnacourt, *De Fénelon à la Révolution*, chap. 8 ; Dainville-Barbiche, *Devenir curé à Paris*, 392–99).

Pour s'établir dans certains corps, ce n'est pas tant l'âge que la naissance qui était prétexte à la falsification, car il fallait fournir les preuves d'une noblesse plus ou moins ancienne. L'ordre de Malte exigeait, des candidats à la chevalerie originaires du royaume de France, une noblesse vieille de plus d'un siècle, mais, aux dix-septième et dix-huitième siècles, il fermait souvent les yeux sur les généalogies trafiquées, ce qui ne pouvait qu'inciter à la fraude. C'est ainsi qu'entre 1649 et 1688, quatre membres de la famille Colbert furent reçus chevaliers en fabriquant des preuves, dont les plus classiques étaient de faux documents et les plus originales de fausses pierres tombales scellées dans des églises⁶³. Et lorsque, dans la seconde moitié des années 1730, le comte de Belle-Isle fit recevoir coup sur coup ses deux fils en bas âge chevaliers de minorité, il produisit certaines des fausses pièces, qui, depuis plusieurs générations, servaient à faire croire que la maison de Fouquet, à laquelle il appartenait, descendait d'une maison homonyme plus ancienne⁶⁴. De semblables falsifications se commettaient à l'entrée de certains chapitres qui recrutaient exclusivement dans la meilleure noblesse. On peut citer en exemple celle commise par les d'Aguesseau : après avoir déjà introduit frauduleusement un jeune garçon dans l'ordre de Malte, cette famille plaça, en 1698, une jeune fille parmi les chanoinesses du chapitre Saint-Goery d'Epinal, grâce à de faux actes notariés confondant son lignage avec un lignage homonyme originaire d'une autre province⁶⁵.

Quant aux institutions de formation créées par le roi pour sa noblesse, parce qu'elles posaient et des conditions d'âge et des conditions de naissance, elles étaient tout simplement la cible de fraudes sur les unes et les autres. À l'origine, ces institutions se résumaient aux trois groupes de pages de la Cour—pages de la Chambre, pages de la Grande Ecurie, pages de la Petite Ecurie—mais s'y ajoutèrent bientôt de véritables établissements scolaires—principalement le Collège des Quatre-Nations, fondé en 1661, la Maison royale de Saint-Cyr en 1686, l'Ecole militaire en 1751. Pour garantir l'admission de leur enfant, bien des parents étaient disposés à des falsifications, qui ont parfois laissé des traces, notamment dans les papiers des juges d'armes, que le roi avait fait commissaires pour la délivrance des certificats de noblesse aux candidats⁶⁶. Dans le cas de la Maison royale de Saint-Cyr, établissement fondé pour les filles de la noblesse pauvre, il ne reste malheureusement pas de source directe de ces fraudes, mais la

63. Bourgeon, *Les Colbert avant Colbert*, 19–21.

64. Farcy, « Généalogie des familles Fouquet d'Anjou », 29 : 379–80 et 31 : 119. Les preuves de Malte, qui sont encore dans les Dossiers bleus de la Bibliothèque nationale de France, sont datées à tort de 1722, date à laquelle aucun rejeton de la dynastie Fouquet n'était en situation de postuler.

65. Storez, *Le chancelier Henri François d'Aguesseau*, 117–19.

66. La vérification des preuves de noblesse des pages, qui faisait partie des missions originelles de la charge de juge d'armes, créée en 1615, fut étendue aux candidats aux établissements scolaires, à mesure de la création de ceux-ci. Grolée-Virville, *Les d'Hozier*, 19, 77–78, 177–208.

précision croissante des règlements sur les preuves d'âge et de noblesse fait office de preuve indirecte⁶⁷. En particulier, il est très intéressant de constater qu'à la fin de l'Ancien Régime, les parents devaient non seulement fournir l'extrait d'acte baptistaire de la candidate, mais aussi la liste certifiée de ses sœurs, ainsi que les extraits d'acte baptistaire de ces dernières⁶⁸, exigence qui visait de toute évidence à empêcher les substitutions d'identité au sein des fratries. Dans le cas de l'Ecole militaire, il reste des documents qui attestent des tricheries commises par les parents : lorsque le garçon avait dépassé la limite d'âge, on mentait sur sa date de naissance en présentant l'extrait baptistaire de l'un de ses frères, et lorsqu'il n'avait pas l'ascendance exigée, on truquait sa généalogie d'une manière ou d'une autre⁶⁹. Les mêmes causes produisant les mêmes effets, il est clair que tous ces établissements, et quelques autres encore d'un moindre prestige, étaient confrontés à ces falsifications classiques⁷⁰.

Mais c'est sans aucun doute à l'entrée dans les régiments que l'on trouvait le plus impressionnant foisonnement de falsifications d'identité, spécialement chez les simples soldats. En effet, au moment de l'enrôlement, qui prenait presque toujours la forme d'un engagement volontaire et non d'une conscription, les hommes déclinaient oralement leur identité devant l'officier chargé de les enregistrer⁷¹. Ces déclarations verbales, longtemps invérifiées, étaient prétextes à de nombreux mensonges aux motivations variées⁷². Certains mentaient sur leur âge : des adolescents n'ayant pas encore l'âge requis de seize ans déclaraient néanmoins cet âge, éventuellement avec la complicité de l'officier ; en sens inverse, de jeunes adultes trop petits ou pas assez forts déclaraient aussi cet âge de seize ans, afin de persuader que leur croissance n'était pas achevée ; de manière plus générale, parce que les recruteurs préféraient les hommes dans la force de l'âge et leur versaient une prime d'engagement plus importante, les hommes

67. Pour une présentation des conditions d'entrée à Saint-Cyr et de leur évolution, voir Picco, « Les Demoiselles de Saint-Cyr », 1 : chap. 1.

68. Le texte de l'instruction de 1784, d'une précision minutieuse à propos des pièces à fournir et des conditions de leur validité, a été édité par Lavallée, *Histoire de la maison royale de Saint-Cyr*, 319–23.

69. En 1755, le juge d'armes Antoine-Marie d'Hozier de Sérigny affirma avoir vu, en deux ans, dix dossiers fondés sur l'usurpation et la fausseté (Grolée-Virville, *Les d'Hozier*, 203). Et en 1786, parvenu en fin de carrière, il assura avoir refusé plus de deux cents certificats pour ce motif. Il expliqua aussi qu'il s'était souvent vu offrir une très forte somme pour en délivrer un malgré tout (Porquet, « L'Ecole royale militaire de Pontlevoy », 140).

70. On peut observer que, dès la création de l'Ecole de la Marine du Havre, en 1773, l'administration repéra, au sein de la promotion, un garçon que sa mère avait envoyé avec l'extrait baptistaire de son frère aîné, afin qu'il pût prétendre à l'âge minimal requis. Vergé-Franceschi, *Marine et éducation sous l'Ancien Régime*, 313.

71. Sur l'histoire de l'enregistrement des soldats dans la France d'Ancien Régime, la naissance des registres de contrôle de troupes, leur généralisation par l'ordonnance du 2 juillet 1716 et le détail des éléments d'identité enregistrés selon les unités, voir Corvisier, *Une source d'histoire sociale*.

72. Dans le passage qui suit, nous utilisons abondamment *ibid.*, 62–75 ; Corvisier, *L'armée française*, 1 : 334–37, 375, et 2 : 725–26.

autour de la vingtaine se vieillissaient quand les hommes autour de la quarantaine se rajeunissaient. Certains mentaient sur leur lieu de naissance, parce que, selon que l'on venait de l'intérieur du royaume, de provinces frontières ou de pays étrangers, on pouvait entrer ou non dans certaines unités, l'armée du roi étant divisée en régiments dits *français* et en régiments dits *étrangers*. Plus étonnant, certains mentaient sur leur sexe, puisqu'il s'agissait en réalité de femmes s'enrôlant sous des habits masculins, soit pour échapper à une vie insupportable, soit pour suivre un parent ou un amant⁷³. Surtout, quantité d'hommes s'enrôlaient sous un faux nom, fictif ou usurpé : certains pour dissimuler une rupture brutale avec leur passé, d'autres pour rompre avec des origines familiales entachées de bâtardise ou d'infamie, le plus grand nombre pour échapper à l'identification de l'autorité militaire—la raison en était qu'ils s'enrôlaient dans un régiment après en avoir déserté un autre, ce qui leur permettait de toucher une nouvelle prime d'engagement sans attendre d'avoir effectué leur temps de service.

Certes, au niveau des officiers, les falsifications étaient plus rares, mais elles existaient néanmoins. Elles étaient surtout motivées par le critère d'âge : alors qu'il fallait en principe quinze ans pour être nommé officier, nombre de familles cherchaient à faire entrer leurs enfants plus tôt dans le service, soit par idéal militaire, soit pour favoriser leur avancement ultérieur. Il en résulte que des jeunes gens étaient nommés sous-lieutenants avant d'avoir atteint l'âge requis. Leurs familles forgeaient de faux actes de baptême ou produisaient les actes de baptême de frères plus âgés en mentant sur les prénoms réels du candidat, au point d'ailleurs que les bureaux du secrétariat d'Etat de la Guerre finissaient parfois par confondre les individus, lorsque plusieurs membres d'une même fratrie servaient comme officiers⁷⁴.

Il faut ajouter que l'entrée dans certaines unités d'élite était soumise, tant au niveau de la troupe que des officiers, à des conditions sociales, telles que l'appartenance à la noblesse ou, plus simplement, à une *bonne famille*. La réaction nobiliaire qui frappa l'armée à la fin de l'Ancien Régime ne fit d'ailleurs qu'accroître ce genre d'exigences. Aussi, dans de telles unités, des individus en venaient logiquement à taire ou à maquiller leur origine⁷⁵.

Les mensonges pour leurrer la police et la justice

Comme toutes les sociétés, celle de l'Ancien Régime comptait des individus en fuite, qui avaient intérêt à falsifier leur identité pour se fondre dans la

73. Concernant le cas particulier des femmes qui trompèrent les recruteurs pour s'enrôler, consulter aussi Steinberg, *La confusion des sexes*, chap. 3.

74. Bodinier, *Les officiers de l'armée royale*, 68–71.

75. Pour le cas des Gardes du corps, qui étaient une unité de la Maison du Roi, voir Bodinier, *Les Gardes du corps de Louis XVI*, 37–41.

population avec le minimum de chances d'être reconnus. Ces individus relevaient d'une grande variété de situations, dont on ne saurait prétendre dresser un inventaire, mais dont on peut donner quelques exemples classiques : déserteurs de l'armée ou de la marine royales⁷⁶ ; religieux sortis de leurs monastères sans autorisation de leur supérieur ; prêtres scandaleux en rupture avec l'autorité ecclésiastique ; personnes condamnées au bannissement ou à la relégation, mais revenues clandestinement en territoire interdit ; hommes évadés des galères ou des maisons d'enfermement⁷⁷.

Par ailleurs, nombre de malfaiteurs en activité se donnaient une fausse identité, et ce dans un double but. D'une part, qu'ils fussent déjà recherchés ou seulement susceptibles de le devenir, ils espéraient échapper à la police ou rendre leur identification impossible⁷⁸. D'autre part, comme il n'était pas rare qu'ils eussent déjà été suspectés ou condamnés dans le passé, ils voulaient aussi présenter une identité vierge de tout antécédent, si par malheur ils étaient arrêtés pour un nouveau forfait⁷⁹. La falsification pouvait déboucher, chez certains malfaiteurs, sur des changements d'identité à répétition, à l'image de cet escroc qu'un rapport de police de 1723 qualifia joliment de « monsieur aux 4 noms »⁸⁰. Il va sans dire que cette pratique compliquait le travail des forces de l'ordre, qui s'en plaignaient amèrement⁸¹. C'est d'ailleurs la volonté d'y porter remède qui poussa certaines juridictions et administrations à dresser spontanément des répertoires de suspects et de repris de justice, à l'exemple de la police parisienne, qui était manifestement dotée, dès le milieu du dix-huitième siècle, d'un sommier bien organisé⁸².

En marge du monde du banditisme, il faut faire une place aux individus qui, par fidélité à leurs convictions religieuses, se rendaient coupables d'actes que la monarchie, comme gardienne de l'orthodoxie catholique, avait élevés au rang de crimes. Chez les huguenots, l'interdiction faite aux pasteurs, à partir de 1685, de demeurer dans le royaume, força ceux qui refusèrent d'abandonner leurs ouailles ou ceux qui, plus tard, s'introduisirent en France depuis l'étranger,

76. A titre d'exemple, signalons un intéressant factum, dont il ne reste semble-t-il qu'un unique exemplaire, classé par erreur dans un recueil de manuscrits sur le commerce du bois et du charbon : ce mémoire judiciaire révèle le cas d'un déserteur marié sous une fausse identité durant les guerres de Louis XIV, et dont la succession au profit de sa veuve et de leurs enfants fut attaquée, sous le règne de Louis XV, par des parents qui plaideront l'invalidité du mariage. BNF, Joly de Fleury, vol. 1735, f°147–50.

77. Pour une illustration dans chacune de ces catégories, voir Ravaisson-Mollien, *Archives de la Bastille*, respectivement 13 : 56 ; 16 : 367–68 ; 11 : 121–22 ; 19 : 218 ; 16 : 100–101.

78. Par exemple *ibid.*, 14 : 50 ; 16 : 4, 204.

79. Par exemple *ibid.*, 15 : 20.

80. *Ibid.*, 14 : 417.

81. Pour des témoignages de policier à ce sujet : Guillothe, *Mémoire sur la réformation de la police*, 47 ; Gazier, « La police de Paris en 1770 », 82–83.

82. Denis, *Une histoire de l'identité*, 236–38 ; Milliot, *Un policier des Lumières*, 174–76.

à verser dans la clandestinité : ces ministres usaient donc volontiers de surnoms ou de noms d'emprunt, précaution parfois doublée d'une couverture, notamment celle de marchand en voyage⁸³. A l'occasion, cette pratique de falsification s'étendit à de simples fidèles engagés dans l'activité secrète des communautés protestantes⁸⁴. Chez les catholiques, ce sont les réseaux et les cellules jansénistes qui cherchèrent à échapper à la surveillance des autorités. Ce fut spécialement vrai du milieu des années 1720 au milieu des années 1740, période où culmina la répression policière, à la fois contre la diffusion des publications du mouvement et la tenue des assemblées de convulsionnaires. Depuis toujours, l'historiographie a souligné et analysé le rôle de la clandestinité dans l'histoire du jansénisme, sans aller toutefois jusqu'à étudier le recours à la falsification d'identité⁸⁵. Or la consultation des archives policières fait logiquement découvrir que nombre de jansénistes, en particulier d'ecclésiastiques, usaient de faux noms pour dissimuler leurs agissements au service de la cause, ou simplement leur séjour en un lieu déterminé⁸⁶.

Si, parmi les individus qui cherchaient à se soustraire à la police, certains se contentaient de déclarer une fausse identité, d'autres produisaient de faux documents pour l'attester, et sans doute furent-ils de plus en plus nombreux à le faire, à mesure qu'au fil du dix-huitième siècle, les forces de police exigèrent de plus en plus souvent la présentation de papiers d'identité. Ainsi, des individus étaient-ils porteurs de papiers authentiques établis pour un autre ou de faux papiers forgés pour eux-mêmes, avec toutes sortes de degrés de falsification dans l'identité⁸⁷. Dans certains cas, les faux documents devaient non seulement tromper la police, mais permettre de lui échapper définitivement en facilitant le passage à l'étranger⁸⁸.

Quoique la police eût généralement établi le véritable nom des criminels ou des suspects qu'elle livrait à la justice, certains aspects de leur identité demeuraient parfois déguisés. En particulier, il n'était pas rare de voir de jeunes criminels mentir sur leur âge devant les policiers puis devant les magistrats. Dans l'espoir de susciter l'indulgence des juges, voire de bénéficier d'une peine

83. On trouve des indices de ces pratiques dans les études consacrées aux ministres clandestins (Douen, *Les premiers pasteurs du Désert*, 1 : 127–29, 166, 262, 307, etc.) et une illustration éclatante dans le fait que le recensement méthodique de ces pasteurs a obligé à doubler l'annuaire alphabétique d'un index des surnoms (Krumenacker, *Dictionnaire des pasteurs*, 421–25).

84. Il en fut ainsi pour les membres du consistoire clandestin constitué à La Rochelle en 1755, qui répondaient tous à des noms d'emprunt : Dangirard, *La vie quotidienne en Vendée*, 9, 16, 259.

85. Celle-ci n'apparaît guère que de manière incidente, lorsqu'il est question de l'activité clandestine de telle ou telle personnalité. Voir par exemple : Cottret, « Piété populaire et clandestinité », 165 ; Maire, *De la cause de Dieu à la cause de la nation*, 152, 154.

86. Ravaissou-Mollien, *Archives de la Bastille*, 14 : 69, 76, 186, 189, 303, 378–79, 445 ; 15 : 83, 140, 354.

87. Denis, *Une histoire de l'identité*, 431–43.

88. Ravaissou-Mollien, *Archives de la Bastille*, 13 : 346.

de faveur⁸⁹, ils se rajeunissaient de quelques années, afin de se replacer sous la barre symbolique des vingt ans. Cette stratégie du mensonge était parfois continuée par leurs parents ou leurs proches, lorsque ces criminels avaient été condamnés et qu'il était question d'obtenir une grâce royale⁹⁰.

Les manœuvres subordonnées à l'escroquerie

Si certains individus dissimulaient leurs activités sous une fausse identité, d'autres faisaient de la fausse identité le moteur même d'agissements que l'on peut réunir sous l'acception générale d'*escroqueries*.

La forme la plus bénigne n'était pas un abus de confiance, mais plutôt une appropriation prématurée. Elle était en usage parmi les détenteurs de rentes sur l'Hôtel de Ville, c'est-à-dire les particuliers créanciers de l'Etat. Il se trouve en effet que le versement périodique des intérêts aux rentiers se faisait, tout au long de chaque semestre, par ordre alphabétique de prénom. Par conséquent, celui dont le prénom commençait par A touchait ses arrérages près de six mois avant celui dont le prénom commençait par Z. L'enjeu de figurer parmi les premiers était d'autant plus grand que, dans les périodes de crise financière, l'Etat manquait parfois des fonds suffisants pour honorer la totalité des versements du semestre. Certains rentiers choisissaient donc de falsifier leur identité, en déclarant faussement un prénom bien situé dans l'ordre alphabétique, quitte à le faire suivre du véritable, en gage d'authenticité⁹¹. Détail curieux, cette falsification est sans doute la clé de l'énigme qui entoure la prénomination du célèbre lexicographe Richelet. Alors que ses actes de baptême et de décès, ses pièces de procédure et ses privilèges de librairie mentionnent le seul prénom Pierre, ses biographes n'ont jamais compris pourquoi il avait déclaré le double prénom César-Pierre au jour de son mariage, en 1698⁹². Or une quittance de l'Hôtel de Ville datant de 1679 fait découvrir que c'est sous ce double prénom qu'il avait acquis une rente assignée sur les aides et gabelles⁹³.

Mais, en règle générale, les escroqueries fondées sur la falsification d'identité étaient de véritables abus de confiance. Elles étaient l'œuvre d'aigrefins auxquels le dix-huitième siècle réservait, par préférence, le qualificatif de *chevaliers*

89. Rappelons qu'il existait des peines spécifiques pour les jeunes condamnés, en particulier, dans le cas des crimes les moins graves, le fouet sous la custode, qui ne donnait pas lieu à une exécution publique et n'était pas juridiquement infamant. Andrews, *System of Criminal Justice*, 309.

90. Voir le cas spécialement révélateur de ces intercesseurs, qui, poursuivant la grâce d'un jeune voleur de plus de vingt ans, allèrent jusqu'à demander au curé de sa paroisse de baptême de leur délivrer un extrait d'acte baptistaire postdaté. Abad, *La grâce du roi*, 243.

91. Béguin, *Financer la guerre au XVIIe siècle*, 111–12.

92. Bray, *César-Pierre Richelet (1626–1698)*, 199.

93. Cette quittance, récemment mise en vente par la Librairie Bonnefoi à Paris, est reproduite dans son catalogue n°155 : *Vieux papiers, vieilles images*, 66.

d'*industrie*. L'examen de leurs méfaits invite à distinguer deux grandes catégories de falsification : d'une part, l'usage éphémère d'une fausse identité au service d'un stratagème ponctuel, fausse identité dissoute dès l'objectif atteint ; d'autre part, le recours à une imposture permanente, destinée à faire de sa vie tout entière une escroquerie.

L'usage éphémère d'une fausse identité servait dans une infinité de tricheries, qui empruntaient à quelques types classiques. Tout au bas de l'échelle, des individus pratiquaient une mendicité fondée sur la tromperie, à l'exemple de ces vagabonds exhibant de faux certificats attestant qu'ils étaient des nobles victimes de la ruine de leur maison ou de l'incendie de leur demeure⁹⁴. A un niveau plus relevé, des filous prenaient au contraire l'apparence de personnes jouissant de la situation la mieux assise : ils arboraient une tenue soignée, se donnaient une position sociale avantageuse ou un titre nobiliaire ronflant, s'attribuaient éventuellement une origine étrangère qu'ils soutenaient par un faux accent. Forts de cette fausse identité, ils escroquaient les naïfs, soit en les attirant dans des pièges, dont l'un des plus classiques était le jeu truqué⁹⁵, soit en leur soutirant directement de l'argent, des services ou des marchandises, qu'ils se faisaient remettre sur leur bonne mine ou sur des garanties illusoires⁹⁶. Dans un registre plus acrobatique, des escrocs se présentaient avec une fausse identité devant un notaire, voire devant la justice, afin de manipuler les circuits de l'argent : en prenant l'identité de créanciers, de débiteurs ou de fondés de pouvoir, réels ou imaginaires, ils éteignaient leurs propres dettes, détournaient ou créaient des créances à leur profit, voire obtenaient des contrats ou des jugements en leur faveur⁹⁷.

Le recours à l'imposture permanente relevait d'une tout autre ambition : il s'agissait de jouer continûment un rôle au-dessus de sa condition sociale, avec l'espoir de se fondre dans la bonne société et de vivre aux dépens d'autrui. La falsification d'identité était donc un instrument d'escroquerie, mais aussi un moyen de changer de destinée. Souvent qualifiés d'*aventuriers* par les policiers de cette époque comme par les savants de notre temps⁹⁸, ces imposteurs sont devenus, on le sait bien, l'un des symboles du Siècle des Lumières, supposé plus

94. Denis, *Une histoire de l'identité*, 433.

95. Sur ces tricheurs de profession, voir Freundlich, *Le monde du jeu à Paris*, 203–15.

96. Samet, *Naissance de l'escroquerie moderne*, 213–39.

97. BNF, Joly de Fleury, vol. 186, dos. 1773 ; vol. 296, dos. 3138 ; vol. 354, dos. 3840 ; vol. 363, dos. 4074 ; vol. 434, dos. 5169.

98. Sans pour autant qu'il y ait consensus sur le sens exact du mot. Ainsi, les deux études de référence, qui relèvent du champ littéraire plutôt qu'historique, proposent des définitions différentes de l'aventurier du dix-huitième siècle. Si l'on s'en tient à la question de la falsification d'identité, la première n'en fait pas un critère de définition, même si elle présente la tromperie comme une dimension naturelle, voire inévitable de la vie d'aventurier (Roth, *Les aventuriers au XVIIIe siècle*, 12–20). La seconde, en revanche, présente l'aventurier comme un roturier ou un noble déclassé nécessairement affublé d'un faux titre, dans une définition plus nettement marquée par la notion d'escroquerie (Stroev, *Les aventuriers des Lumières*, 5).

propice que les autres à la circulation d'individus capables de prospérer sous de faux titres de noblesse français ou européens. La consultation, parmi d'autres sources possibles, des archives de la Bastille en fait découvrir une bonne vingtaine entre les années 1700 et 1770, dont environ un quart de femmes et même une poignée de couples. L'analyse de cet échantillon fait voir que l'imposture pouvait prendre les deux formes attendues de l'invention d'identité et de l'usurpation d'identité. Dans le premier cas, le faussaire laissait libre cours à son imagination pour construire un être de fiction, susceptible, par son rang ou sa personnalité, d'exercer la séduction attendue⁹⁹. Dans le second cas, le faussaire tenait le rôle d'une personne réelle, mais absente, en mobilisant des informations précises, obtenues au hasard de son parcours ou au prix d'efforts méthodiques¹⁰⁰. Malgré la difficulté de l'entreprise, l'usurpation n'était pas rare. On peut en voir une illustration indirecte dans le fait qu'en 1768, lorsque le fils cadet du duc de Courlande fut arrêté en France pour avoir accumulé les dettes et falsifié une lettre de change, il jugea crédible d'affirmer à la police qu'il était victime d'un aventurier se faisant passer pour lui¹⁰¹.

Qu'il y eût invention ou usurpation, la réussite passait par la maîtrise des codes de la bonne société, la capacité d'assumer en permanence une identité falsifiée sans jamais se trahir, la construction d'un réseau de connaissances dont chaque nouveau membre devenait un garant de l'imposture et, en définitive, l'habileté à obtenir des prêts de ses relations et des avances de ses fournisseurs, en jouant sur la confiance et en pratiquant la cavalerie, ce qui était possible dans un univers largement régi par le crédit¹⁰². Si la plupart des aventuriers peinaient à faire monter bien haut ce château de cartes, quelques-uns parvenaient à l'élever jusqu'au sommet de l'Etat, en trompant les détenteurs de l'autorité, voire le

99. Voir, à titre d'exemples, cet homme portant un faux nom, homonyme de celui d'une famille noble bien établie, afin de se prétendre rattachée à elle par une lointaine parenté ; cette femme usant de toutes sortes de noms étrangers au fil de sa carrière et toujours capable d'imaginer des récits la liant à toutes les puissances de l'Europe ; ou cet autre homme se donnant de faux titres dans la meilleure société et s'y maintenant par la possession de prétendus secrets médicaux ou alchimiques. Ravaisson-Mollien, *Archives de la Bastille*, 11 : 463–64 ; 18 : 140–61 ; 19 : 426–27.

100. Voir, à titre d'exemples, cet homme se faisant passer pour le rejeton d'une maison illustre, après avoir pris le temps de s'introduire dans l'intimité de celle-ci et y avoir même dérobé un extrait baptismal ; cet autre se faisant passer pour un comte portugais, en exploitant les renseignements acquis naguère comme secrétaire particulier du père de ce dernier ; ou cet autre encore, se faisant passer pour le fils d'un président de cour souveraine, grâce à l'excellente connaissance qu'il avait de cette juridiction auprès de laquelle son père était procureur. Ibid., 11 : 336–37 ; 13 : 30–31 ; 15 : 118–30.

101. Ibid., 19 : 386–87.

102. L'historiographie a bien montré le rôle central du crédit—au sens financier du terme—dans la consommation des élites sociales (Coquery, *L'hôtel aristocratique*, 162–73), ainsi que l'effet de proportionnalité entre le crédit—au sens social du terme—dont jouissaient les acheteurs, et le volume des avances et les délais de paiement qu'ils pouvaient obtenir (Crowston, *Credit, Fashion, Sex*, en particulier chap. 5). Les aventuriers étaient précisément des individus capables d'usurper du crédit social pour obtenir du crédit financier.

roi lui-même, transformé en caution et en financeur de l'imposture—en règle générale, ces faussaires de génie sont passés à la postérité sous la plume des contemporains¹⁰³. Toutefois, à la ville comme à la cour, si le faux prince ou la prétendue comtesse n'avait pas la sagesse de disparaître à temps pour aller jouer ailleurs un nouveau rôle, le jour venait où des créanciers éconduits finissaient par aller trouver la police : à partir de cet instant, la fausse identité ne tardait pas à s'effriter sous les coups portés par les interrogatoires et les vérifications¹⁰⁴.

Il faut remarquer que, dans quelques cas, la frontière entre la vérité et l'imposture était beaucoup moins nette aux yeux des faussaires qu'elle ne l'était aux yeux des autorités. On ne peut manquer d'être frappé par le fait que plusieurs escrocs étaient des enfants illégitimes de la noblesse, qui, par la falsification d'identité, retrouvaient un statut social qui leur avait été refusé par la bâtardise, allant parfois jusqu'à usurper les nom et titre de leur père biologique ou de leurs demi-frères¹⁰⁵. Dans leur cas, on soupçonne que la falsification d'identité, pour caractérisée qu'elle fût sur le plan juridique, n'avait pas la même signification psychologique que celle d'un enfant du peuple se faisant passer pour un aristocrate. Par ailleurs, d'autres individus, gagnés par la mythomanie, voire la folie, finissaient par se persuader qu'ils étaient ceux qu'ils prétendaient être¹⁰⁶. Dans leur cas, il n'y avait plus, à strictement parler, de falsification d'identité, faute d'intentionnalité.

Les déguisements justifiés par la raison d'Etat

Dans certaines circonstances, la monarchie française admettait, voire recommandait le recours à une forme spécifique de fausse identité qu'était l'incognito. Au sens précis du terme, l'incognito était le fait, pour un prince étranger, de circuler sous un nom d'emprunt afin de ne pas être traité publiquement pour ce qu'il était¹⁰⁷. Les mémoires de Saint-Simon fournissent de nombreux exemples

103. Le duc de Saint-Simon rend compte du cas singulier des faux frères Chavigny, qui, entrés par effraction à la cour de Louis XIV, obtinrent diverses charges de plusieurs protecteurs, dont une abbaye du roi lui-même (Saint-Simon, *Mémoires : Addition au journal de Dangeau*, 3 : 743–44). La comtesse de Boigne, quant à elle, évoque le cas de ce faux duc de Modène, qui subjuguait littéralement la Martinique à l'époque de la guerre de Succession d'Autriche, et celui de ces faux princes grecs, père et fils, qui firent la conquête de la cour sous Louis XVI (Boigne, *Mémoires*, respectivement 57–59, 89–90).

104. Pour une analyse de cette confrontation du mensonge et de la preuve, voir Denis, « Imposteurs et policiers au siècle des Lumières », 11–30.

105. Ravaissin-Mollien, *Archives de la Bastille*, 11 : 335 ; 19 : 46–53.

106. On peut citer le cas de cet homme qui se prétendait fils du marquis de Flavacourt et chez qui la police ne sut jamais dire avec certitude où s'arrêtait la falsification et où commençait la folie (ibid., 19 : 356–74), à la différence d'autres individus, dont les déclarations d'identité imaginaires relevaient clairement du dérangement mental (ibid., 11 : 242–43 ; 17 : 290).

107. Cette pratique fut peut-être importée d'Italie, où elle était déjà réputée courante dans la première moitié du dix-septième siècle. Bercé, *Lorette aux XVIe et XVIIe siècles*, 105.

de princes venus incognito dans le royaume ou à la cour entre les années 1690 et les années 1720¹⁰⁸. Et dans les décennies qui suivirent, l'intensification des circulations princières en Europe ne fit que renforcer cette pratique de l'incognito, à laquelle recoururent de plus en plus souvent des princes héritiers, voire des souverains¹⁰⁹. L'analyse de ces exemples et la lecture de l'historiographie font découvrir les différents motifs de cette falsification de convention : pour la monarchie, l'incognito pouvait permettre de s'épargner une querelle de préséance, d'organiser une rencontre politique dans des conditions officielles ou de tolérer sur le territoire une personnalité encombrante ; pour l'intéressé, outre ces raisons, ce pouvait être tout simplement le moyen de séjourner en France avec la quasi-liberté d'un simple particulier, sans être soumis aux servitudes du protocole et aux barrières du rang.

La pratique de l'incognito dépassait toutefois le cercle étroit des princes européens de passage en France : elle s'étendait à des individus moins illustres, qui, pour une raison ou pour une autre, obtenaient le droit de circuler sous un nom d'emprunt, ce qui se concrétisait par la délivrance de passeports qui étaient à la fois falsifiés et authentiques, puisqu'ils étaient établis sous une fausse identité mais par la monarchie elle-même. Par exemple, lorsque la famille de Damiens, le régicide de Louis XV, fut bannie du royaume en 1757, on prit soin de fournir à chacun de ses membres des passeports de cette nature, afin qu'ils pussent se déplacer sans être exposés à la fureur du public¹¹⁰. Dans un tout autre genre, il est notoire que Malesherbes, qui a beaucoup voyagé pour satisfaire son immense curiosité scientifique, préférait ne pas être reconnu lors de ses déplacements privés : son statut de grand commis de l'Etat lui permettait d'obtenir des passeports en blanc et d'y mettre les noms de son choix, comme lors de son départ pour la Hollande en 1776¹¹¹.

Comme on l'imagine, les affaires de police obligeaient à des falsifications bien plus fréquentes. Certaines d'entre elles étaient honorables : ainsi, lorsqu'en 1738, le célèbre poète Jean-Baptiste Rousseau, qui avait fui la France un quart de

108. Citons les princes Constantin et Alexandre Sobieski, les princes Antoine Farnèse (de Parme) et Jean-Gaston de Médicis (de Toscane), le duc Léopold de Lorraine, le duc Ferdinand-Charles de Mantoue, l'électeur de Cologne Joseph Clément de Bavière, le Prétendant Jacques III Stuart, le prince de Carignan et son épouse, le prince Frédéric de Danemark, l'électeur Maximilien de Bavière, le prince François Rakoczi, le prince Frédéric-Auguste (de Saxe), la reine d'Espagne Elisabeth Farnèse, le prince Emmanuel de Portugal. Saint-Simon, *Mémoires*, respectivement 1 : 348 ; 1 : 466–67 ; 1 : 665–72 et 6 : 602–617 ; 2 : 454–56 ; 2 : 795–96 et 4 : 5 ; 3 : 100, 128, 170, 198, 316–17, 390, 591 et 935 ; 3 : 467 ; 3 : 631 ; 3 : 616–19 et 8 : 343–44 ; 4 : 574–82 ; 4 : 886–88 ; 4 : 888–89 ; 7 : 307–8.

109. Bély, *La société des princes*, chap. 23 à 25.

110. Ravaissin-Mollien, *Archives de la Bastille*, 16 : 483–84.

111. Grosclaude, *Malesherbes témoin et interprète*, 499–500, 519–20. Les récits de voyage de Malesherbes témoignent de son usage de l'incognito. On peut le vérifier aisément en consultant l'édition de son périple en Suisse : Malesherbes, *Voyage des montagnes neuchâteloises*, 13, 24, 47, 53, 102, 108, 133.

siècle auparavant pour échapper à une condamnation par contumace, se décida à revenir à Paris dans l'espoir de se justifier, le gouvernement consentit à son séjour temporaire sous une fausse identité¹¹² ; de même, lorsqu'en 1741, le marquis de Tavannes, autre exilé condamné par contumace, trouva le moyen de se présenter à la Cour pour implorer la grâce de Louis XV, on toléra momentanément sa présence à Versailles sous un nom d'emprunt, afin de ne pas devoir le mettre en état d'arrestation¹¹³ ; de même encore, lorsqu'en 1744, le gouvernement décida l'arrestation de l'abbé Lefèvre, ecclésiastique suspect d'intelligence avec l'ennemi, on l'interpella publiquement sous une identité imaginaire, afin d'agir en toute discrétion et de lui épargner une insulte publique¹¹⁴. Mais, la plupart du temps, les tromperies de la police étaient bien plus sordides : à l'instigation de leurs chefs, les mouches de la capitale utilisaient volontiers des identités déguisées pour recueillir des informations dans les milieux du banditisme, obtenir les confidences de détenus en cellule, et même monter des provocations au crime en vue d'obtenir des flagrants délits¹¹⁵. Enfin, la police allait jusqu'à falsifier l'identité de certains prisonniers d'Etat morts en détention à la Bastille ou au donjon de Vincennes, afin d'effacer leur mémoire ou d'étouffer leur disparition. Lors de l'inhumation—à la paroisse Saint-Paul de Paris dans un cas, à la Sainte-Chapelle de Vincennes dans l'autre—les responsables de la forteresse faisaient inscrire un faux nom sur les registres paroissiaux, voire aucun nom du tout¹¹⁶.

Il était encore une autre situation dans laquelle l'Etat était partie prenante des falsifications d'identité, c'était l'espionnage. Certes, la plupart des espions employés par la monarchie étaient des correspondants qui, sans changer d'identité, communiquaient les informations auxquelles leur position leur donnait accès¹¹⁷. Mais, pour certaines missions précises, des agents étaient employés sous une fausse identité. Le cas le plus célèbre, à défaut d'être le plus représentatif,

112. Rousseau obtint, par l'intermédiaire de Maurepas, la garantie du cardinal de Fleury, mais il lui fut néanmoins recommandé de ne pas se faire remarquer, en particulier du procureur général du parlement. Grubbs, *Jean-Baptiste Rousseau*, 196–97.

113. Réfugié depuis plusieurs années auprès de l'Electeur de Bavière, il avait persuadé ce dernier de lui confier une mission diplomatique à Versailles. Abad, *La grâce du roi*, 76–77.

114. Ravaisson-Mollien, *Archives de la Bastille*, 15 : 214.

115. A défaut d'une étude systématique sur les mouches, on dispose d'articles sur la police parisienne qui font apparaître certaines de leurs méthodes : Rey, « Police et sodomie à Paris » ; Piasenza, « Opinion publique, identité des institutions » ; Péveri, « L'exempt, l'archer, la mouche et le filou ».

116. Le nom laissé en blanc pourrait bien avoir été une spécificité de Vincennes, où cette étrange falsification était facilitée par le fait que la Sainte-Chapelle avait le statut de paroisse mais se trouvait directement sous le contrôle du château, à la différence de Saint-Paul de Paris, qui était une paroisse urbaine ordinaire. Ravaisson-Mollien, *Archives de la Bastille*, pour la Bastille, 11 : 8, 143, 198 ; 15 : 292 ; pour Vincennes, 14 : 397 ; 16 : 205, 299 ; 18 : 184.

117. Bély, *Espions et ambassadeurs*, 1^e partie, chap. 2.

est évidemment celui de Beaumarchais, qui, dans les commencements du règne de Louis XVI, obtint d'être envoyé en Angleterre sous un nom d'emprunt pour empêcher l'impression d'un ouvrage ordurier dirigé contre le couple royal¹¹⁸. Dans le cadre, plus traditionnel, des longues missions de renseignement, d'infiltration ou de subversion, les autorités françaises, appuyées sur les agents diplomatiques à l'étranger, fournissaient de faux papiers et de faux récits de vie, souvent même de faux documents pour crédibiliser ces faux récits¹¹⁹. De manière symétrique, la police déployait les plus grands efforts, et parfois les plus grands abus, pour débusquer les espions étrangers qui, en France, usaient des mêmes subterfuges¹²⁰. En temps de guerre, on avait aussi recours, au plus près des opérations militaires, à de brèves missions d'observation des mouvements ou des ressources de l'ennemi : l'armée employait alors des espions sous des déguisements éphémères de paysan, de marchand, d'étudiant, et ainsi de suite¹²¹.

La falsification d'identité devant la loi

Le panorama de la falsification d'identité, tel qu'il vient d'être dressé, fait comprendre à quel point il importe d'appréhender la question par la description des agissements réels, plutôt que par l'analyse du discours juridique, sous peine d'ignorer des pans entiers du phénomène. En effet, outre que la législation d'Ancien Régime ignorait nécessairement les fraudes commises par la monarchie pour raisons d'Etat, elle ne connaissait pas même la falsification d'identité, telle qu'elle a été définie au commencement de cette étude : aucune loi de portée générale n'avait jamais désigné comme un crime la tromperie sur l'état civil, et a fortiori n'avait donné de nom à ce crime ni prévu des peines pour ses auteurs. Il existait seulement des lois particulières, que l'on peut essayer d'énumérer, en suivant le classement qui vient d'être proposé.

Concernant les tromperies dans l'établissement de l'état civil, l'édit de 1697 sur les formalités lors des mariages contenait un article contre ceux qui « [auraient] supposé être les pères, mères, tuteurs ou curateurs des [conjointes]

118. Cette affaire rocambolesque, débutée en Angleterre et poursuivie dans le Saint-Empire, est relatée par ses biographes (voir, par exemple, Lever, *Pierre-Augustin Caron de Beaumarchais*, 1 : 475–76 et 2 : 19–46). La mention explicite d'un passeport royal établi sous le faux nom de *Ronac*, anagramme de *Caron*, apparaît dans des mémoires de l'intéressé (Beaumarchais, *Correspondance*, 2 : 110, 114–15).

119. Parmi d'autres exemples, voir le cas de cet officier français envoyé en Allemagne en 1748 pour infiltrer une armée russe en s'y engageant : Genêt, *Les espions des Lumières*, 263–74.

120. Voir, pour l'époque de la guerre de Succession d'Espagne : Bély, *Espions et ambassadeurs*, 61–83 ; pour l'époque des guerres de Succession d'Autriche et de Sept Ans : Genêt, *Les espions des Lumières*, 370–72.

121. Genêt, *Les espions des Lumières*, 217–19.

mineurs ». Les hommes étaient promis à l'amende honorable et aux galères, les femmes à l'amende honorable et au bannissement¹²².

Concernant les usurpations de statut social, le code Michau de 1629 avait ordonné aux gentilshommes de « signer du nom de leurs familles et non de celui de leurs seigneuries en tous actes et contrats [. . .] à peine de nullité desdits actes et contrats »¹²³, précaution qui visait à empêcher les tromperies sur l'identité des signataires, comme le prouve le fait qu'à l'origine de cette obligation se trouvait une remontrance du tiers état aux états généraux de 1614, qui avait demandé que les actes et contrats incriminés fussent non seulement déclarés nuls, mais considérés comme des faux¹²⁴. Par ailleurs, en 1666, quelques années après avoir lancé les recherches de noblesse, la monarchie louis-quatorzienne jugea bon d'introduire des procédures particulières à l'encontre des sujets accusés d'avoir produit, à cette occasion, de faux actes¹²⁵, dont beaucoup, on l'a vu, consistaient en des tricheries sur l'identité des générations antérieures.

Concernant les falsifications pour faire carrière, la monarchie légiféra dans le domaine militaire : une ordonnance de 1666 promettait les galères aux nouvelles recrues « qui déguisent leurs nom et lieu de naissance », et une autre de 1715, destinée à la renforcer, déclarait punissable « tout déguisement et fausse allégation de la part d'un soldat lors de son engagement »¹²⁶.

Concernant les mensonges pour leurrer la police et la justice, on peut citer trois lois sans rapport entre elles. En vertu de la grande ordonnance sur les eaux et forêts d'août 1669, les juridictions compétentes étaient supposées dresser des listes de vagabonds vivant de la déprédation des forêts et se les communiquer de manière systématique, afin de permettre l'identification immédiate de ces individus errants. Or la peine des galères était prévue contre ceux d'entre eux qui, « pour n'être pas reconnus, [auraient] changé de nom »¹²⁷. Par ailleurs, une

122. Article 4 de l'édit de mars 1697. Isambert, *Recueil général des anciennes lois françaises*, 20 : 290.

123. Article 211 de l'ordonnance de janvier 1629. Isambert, *Recueil général des anciennes lois françaises*, 16 : 282.

124. *Etats de Paris en 1614*, 316–17.

125. Alors que la déclaration fondamentale du 22 juin 1664 avait prévu que les juges prononceraient l'absolution ou la condamnation selon que la noblesse serait authentique ou usurpée, sans rien prévoir à l'égard de ceux qui auraient ajouté la falsification à l'usurpation, l'arrêt du Conseil du 22 mars 1666 décida l'évocation des affaires de faux inscrites par les cours des aides, puis celui du 30 septembre 1666 l'attribution aux Requêtes de l'Hôtel de celles inscrites par les commissaires. Lors de la reprise des recherches de noblesse à la fin du règne de Louis XIV, la déclaration du 30 janvier 1703 disposa simplement que les usurpateurs ayant produit des faux paieraient une amende deux fois plus lourde que les autres. Voir Chérin, *Abrégé chronologique d'édits, déclarations, réglemens, arrêts et lettres-patentes*, respectivement 140, 152, 156–57, 261.

126. Ordonnances des 19 décembre 1666 et 1er juillet 1715. Zurlauben, *Code militaire des Suisses*, 3 : 210 ; Corvisier, *L'armée française*, 1 : 335.

127. Article 38 du titre XXVII de l'ordonnance d'août 1669. Isambert, *Recueil général des anciennes lois françaises*, 18 : 291.

déclaration de 1722 dirigée contre le faux-saunage, prévoyait, quant à elle, des peines de galères ou de bannissement pour les hommes et les femmes qui, pris à faire la contrebande du sel, « [supposeraient] de faux noms », dans le but d'échapper aux peines prévues contre les récidivistes¹²⁸. Enfin, dans le domaine de l'édition, où la monarchie combattait les publications clandestines, le Code de la librairie, promulgué en 1723 pour Paris et étendu à tout le royaume en 1744, interdisait aux imprimeurs « de supposer aucun autre nom d'imprimeur ou de libraire, et de le mettre au lieu du leur en aucun livre », à peine de confiscation des ouvrages et d'une amende de trois mille livres¹²⁹.

Concernant les manœuvres subordonnées à l'escroquerie, plusieurs déclarations de 1705 firent interdiction aux futurs rentiers sur l'Hôtel de Ville de déclarer des prénoms « différents de ceux qu'ils avaient reçus à leur baptême », et ordonnèrent aux actuels rentiers qui l'avaient fait, de corriger leur déclaration sous peine de ne plus toucher leurs intérêts, voire de perdre leur créance sur l'Etat¹³⁰.

Le bilan de cette énumération est clair : même si d'autres lois de ce genre ont pu échapper à l'investigation, il est patent que la législation pénale contre la falsification d'identité était fragmentaire. De fait, elle consistait en une collection de lois promulguées pour interdire des fraudes précises dans des circonstances déterminées, de sorte que la tromperie sur l'état civil, considérée en elle-même, n'était que rarement un crime. Et encore n'est-il pas certain que ces lois aient toujours eu leur plein effet. Sur les huit dispositifs cités, quatre semblent n'avoir guère été mis en œuvre—ceux concernant les gentilshommes¹³¹, les recrues¹³²,

128. Déclaration du 12 juin 1722. *Ordonnance de Louis XIV*, 1 : 186.

129. Article 10 du titre II du règlement du 28 février 1723. Isambert, *Recueil général des anciennes lois françaises*, 21 : 220.

130. Béguin, *Financer la guerre au XVIIe siècle*, 112.

131. Les juristes admettaient eux-mêmes que le code Michau n'avait jamais dissuadé la noblesse de jouer des noms de seigneurie et que les tribunaux s'abstenaient d'appliquer la loi sur ce point (Guyot, *Répertoire universel*, 42 : art. « Nom », 138–39). Du reste, il est intéressant de constater qu'en 1789, il se trouva un cahier de doléances, celui de la noblesse de Bar-sur-Seine, pour exiger, dans des termes assez maladroits, une nouvelle loi à ce sujet : « La noblesse supplie encore le Roi d'ordonner qu'à l'avenir, personne ne puisse changer de nom : que chacun porte le sien avec celui du baptême, si ce gentilhomme n'a pas le droit de porter un titre, soit par l'hérédité de ses pères, soit par les terres qui le lui donnent, ou acquis par la faveur du prince » (Mavidal et Laurent, *Archives parlementaires*, 2 : 251).

132. Il ne semble pas que les conseils de guerre aient jamais jugé de recrues au seul motif qu'elles avaient décliné une fausse identité : les falsificateurs condamnés étaient des hommes qui avaient commis ce crime pour en couvrir un plus grave, en particulier leur désertion d'un autre régiment (Corvisier, *L'armée française*, 2 : 726–27). À l'inverse, il est clair que des soldats dont la fausse identité était soupçonnée ou découverte pouvaient continuer à servir sans être inquiétés, dès lors que leurs supérieurs n'avaient rien d'autre à leur reprocher, à l'image de ce soldat du régiment Roi-Infanterie, suspecté depuis toujours par ses chefs de s'être engagé sous un faux nom, mais jamais inquiété jusqu'au jour où on le soupçonna d'avoir commis un meurtre et de s'être engagé pour se cacher (Ravaissin-Mollien, *Archives de la Bastille*, 14 : 460–61).

les vagabonds¹³³, les faux-sauniers¹³⁴—et un cinquième paraît avoir été quasi sans objet—celui concernant les imprimeurs¹³⁵.

Certes, on ne peut oublier que, sous l'Ancien Régime, la définition comme la punition des crimes ne se lisaient pas exclusivement, ni même principalement dans la loi : elle était le fruit d'une vaste culture pénale, qui plongeait ses racines dans le droit romain, s'alimentait de la jurisprudence des tribunaux et s'énonçait dans la doctrine des jurisconsultes. Cependant, dans le cas précis qui nous occupe, même les deux grands pénalistes du second dix-huitième siècle, Jousse et Muyart de Vouglans¹³⁶, ne sont guère plus méthodiques que la loi elle-même. Envisageant les tromperies sur l'identité comme des formes de faux, ils sont amenés à les intégrer dans leur inventaire des innombrables modalités de ce crime, par nature très difficile à cerner¹³⁷. Or cette intégration produit des résultats intellectuellement incertains.

Chez Jousse, la falsification d'identité n'est jamais appréhendée comme une fraude spécifique. Cet auteur range l'invention ou usurpation d'identité sous la catégorie *supposition de personne et de nom*. Puis, il évoque quelques-unes des tricheries présentées au fil de cet article dans diverses catégories dispersées : *fausse qualité*—il y est question, parmi d'autres choses sans rapport avec la falsification d'identité, de l'usurpation de titre nobiliaire ; *supposition de part*—cette formule juridique désigne le fait de présenter un nouveau-né sous une fausse identité ; *faux en mariages*—on y retrouve notamment les impostures condamnées par l'édit de 1697¹³⁸. Chez Muyart de Vouglans, en revanche, on observe la volonté manifeste d'isoler et de cerner la falsification d'identité : parmi les quatre grandes familles de faux distinguées par cet auteur, l'une est le *faux qui se commet dans les personnes*. Toutefois, ce crime n'est jamais défini de manière générique. Il n'est qu'un titre de chapitre destiné à englober six catégories de faussetés : *supposition d'enfant ou de part* ; *supposition dans la personne d'un mari*—cette catégorie se réduit peu ou prou à l'affaire Martin Guerre ;

133. Les spécialistes des eaux et forêts se plaignaient du fait que les maîtrises s'acquittaient mal des consignes d'identification des vagabonds. [Gallon], *Conférence de l'ordonnance de Louis XIV*, 2 : 477.

134. La cour des aides de Paris n'enregistra la déclaration de 1722 qu'avec des restrictions et il semble que plusieurs cours souveraines de province ne la reçurent jamais. *Encyclopédie méthodique : Finances*, 2 : art. « Faux-saunage », 104.

135. La plupart de ceux qui édaient des contrefaçons ou des œuvres non autorisées faisaient figurer une fausse adresse, c'est-à-dire une ville d'édition fantaisiste, mais quasi aucun ne l'accompagnait d'un nom d'éditeur, réel ou fictif. Un des rares exemples que l'on puisse citer est le cas de l'imprimeur Michel-Louis Michelin, de Provins, qui, en 1759, éda *De l'esprit d'Helvétius* sous le nom de Pierre Moetjens, à La Haye. Belin, *Le commerce des livres prohibés*, 52–53.

136. Pour situer ces deux jurisconsultes dans le contexte et la pensée pénale de leur temps, voir respectivement : Leveux-Teixeira, *Daniel Jousse* ; Laingui, « Sentiments et opinions d'un jurisconsulte ».

137. Sur la complexité du crime de faux, voir Abad, « Le faux, un crime impardonnable ? », 164–68.

138. Jousse, *Traité de la justice criminelle*, 3 : 364–85.

supposition des personnes en fait de mariage ; *supposition de faux créanciers*—il s'agit de la manipulation des circuits de l'argent par des escrocs devant des officiers publics ; *supposition de personnes par déguisement*—il y est question du travestissement physique employé pour commettre un crime ; *supposition des noms, titres et qualités*—cette catégorie est consacrée, pour l'essentiel, aux différentes formes d'usurpation nobiliaire¹³⁹. Malgré un certain effort d'organisation, la notion de falsification d'identité demeure donc à l'état virtuel.

Dans un tel contexte juridique et intellectuel, la falsification d'identité, si elle ne tombait pas sous le coup d'une des lois citées plus haut, était envisagée comme une circonstance accessoire du forfait, mais non comme un crime en soi. Il en résultait qu'elle n'était pas réprimée en tant que telle, mais confondue avec le crime principal. Par exemple, lorsque des aigrefins qui avaient abusé de la confiance d'autrui en trichant sur leur identité étaient condamnés par les tribunaux, les jugements les déclaraient coupables de vol ou de filouterie, la falsification apparaissant tout au plus comme une circonstance aggravante dans le choix de la peine, puisque celle-ci était généralement arbitraire. De façon révélatrice, lorsque des aventuriers à l'identité usurpée ou imaginaire étaient démasqués, sauf à être poursuivis par des victimes, ils n'étaient pas dirigés vers les juges : leur sort se réglait par un enfermement ou un éloignement sur ordre du roi, dans le cadre d'un traitement purement policier de l'affaire. Il faut aussi remarquer que la falsification d'identité pouvait, dans certaines circonstances, ne donner lieu à aucune forme de répression, ni judiciaire, ni policière, même en cas de faux matériels : ainsi, jamais on ne vit un juge d'armes saisir les autorités pour faire punir, d'une manière ou d'une autre, une famille noble qui lui avait remis de faux actes d'état civil pour faire entrer une fille à Saint-Cyr ou un garçon à l'Ecole militaire.

Conclusion

Au terme de cet article, il est clair que la falsification d'identité ne peut plus être exclusivement envisagée comme une sous-catégorie criminelle dont l'étude serait réservée aux historiens de la police ou de la justice. D'une part, outre que l'Etat était parfois lui-même le complice ou l'auteur de certaines fraudes, la législation ne punissait pas la falsification d'identité elle-même, mais réprimait seulement certaines de ses manifestations, tout en laissant d'ailleurs une grande marge d'appréciation aux policiers et aux juges. Il en résulte que les archives de la répression ne livrent qu'une image partielle et biaisée du phénomène. D'autre part et surtout, la falsification d'identité n'était pas l'apanage des malfaiteurs, au

139. Muyart de Vouglans, *Les lois criminelles de France*, 268–73.

sens que la morale commune donnait à ce terme : sur les six grandes familles de pratiques identifiées, deux seulement étaient vraiment le fait d'individus qui utilisaient la fausse identité comme un masque ou un piège pour commettre des forfaits. De fait, nombre de falsificateurs poursuivaient des objectifs qui ne portaient pas directement atteinte à autrui, et certains avaient même des intentions parfaitement innocentes, comme ces personnes adultères anxieuses de préserver le statut juridique de leur nouveau-né, ces parents attentionnés soucieux de faire entrer dans une bonne école un enfant trop âgé, ou encore ces nouvelles recrues désireuses de rompre avec un nom déshonoré par le crime d'un père ou d'un frère.

Est-ce à dire pour autant que la société d'Ancien Régime constituait ou était devenue une société plus propice qu'une autre à la falsification d'identité ? voire que les progrès de la construction étatique produisirent des cadres légaux et administratifs si contraignants, qu'ils favorisèrent les fraudes dans ce domaine ? Il faut se garder ici d'une interprétation globale, qui, au prétexte de méditer sur la longue histoire de la construction de l'identité ou de l'Etat, réduirait l'infinie diversité des motivations et des pratiques frauduleuses à l'unicité factice d'une évolution linéaire. En fait, dans la falsification d'identité, du règne personnel de Louis XIV à la veille de la Révolution, trois temporalités se superposent.

La première est immémoriale, au sens où certaines falsifications sont de toutes les époques. Ainsi, le recours au déguisement de l'identité pour escroquer ou espionner est aussi ancien que les sociétés et les Etats organisés, et il n'a pas attendu le dix-septième ou le dix-huitième siècle pour apparaître. La deuxième temporalité embrasse l'époque moderne dans son entier, parce qu'elle renvoie à un système de valeurs profondément et durablement enraciné dans le royaume à cette époque. Pour s'en tenir à quelques exemples significatifs, la tare de l'illégitimité, la contamination du déshonneur ou la prééminence de la noblesse étaient des convictions collectives si prégnantes, qu'elles nourrissaient des falsifications d'identité qui ne disparurent qu'avec la reconfiguration de cet univers mental, sous l'effet conjugué et progressif des révolutions politiques et des mutations sociales. Enfin, la troisième temporalité renvoie à la politique conduite par l'Etat durant la période précise qui nous occupe, autrement dit à des décisions de gouvernement prises entre les règnes de Louis XIV et de Louis XVI, et dont les conséquences furent tantôt provisoires, tantôt durables. Par exemple, de la révocation de l'édit de Nantes à l'édit de tolérance, la politique religieuse de la monarchie créa, mais pour un temps seulement, les conditions propices à des fraudes sur l'identité de la part des huguenots. En revanche, en veillant de manière toujours plus vigilante à la tenue rigoureuse de l'état civil, et en se servant de cet outil pour asseoir toutes sortes de vérifications—parfois aussi anodines que l'âge des enfants candidats à une école royale—l'Etat contribua à l'émergence du

modèle de société que nous connaissons, dans lequel l'identité légale est un instrument ordinaire de contrôle des individus, et donc un objet désigné de fraude.

L'histoire de la falsification d'identité est donc une histoire beaucoup plus complexe que celle de l'identification, pour peu qu'on l'aborde par la base, c'est-à-dire par les motivations et les pratiques individuelles. L'Etat moderne, pour important qu'il soit, n'est pas l'acteur principal de cette histoire, non plus que sa construction n'en est la clé d'explication déterminante. Parce que l'identité est régie non seulement par des règles juridiques, mais aussi, plus fondamentalement, par des normes sociales, sa falsification trahit toutes sortes de transgressions, graves ou bénignes, dont l'observation constitue, avant tout, un révélateur de profondes réalités sociales.

REYNALD ABAD est professeur d'histoire moderne à l'Université Paris–Sorbonne (COMUE Sorbonne Universités) et membre du Centre Roland Mousnier (UMR 8596 du CNRS). Il a publié *Le grand marché : L'approvisionnement alimentaire de Paris sous l'Ancien Régime* (2002) ; *La conjuration contre les carpes : Enquête sur les origines du décret de dessèchement des étangs du 14 frimaire an II* (2006) ; et *La grâce du roi : Les lettres de clémence de Grande Chancellerie au XVIIIe siècle* (2011).

Références

- Abad, Reynald. 2011. « Le faux, un crime impardonnable ? Le procureur général du parlement de Paris face aux demandes de grâce des faussaires au XVIIIe siècle ». Dans *Juger le faux (Moyen Age–temps modernes)*, éd. Olivier Poncet, 163–78. Paris.
- . 2011. *La grâce du roi : Les lettres de clémence de Grande Chancellerie au XVIIIe siècle*. Paris.
- Alteroche, Bernard d'. 1994. *L'officialité de Paris à la fin de l'Ancien Régime (1780–1790)*. Paris.
- Andrews, Richard Mowery. 1994. *The System of Criminal Justice*. T. 1 de *Law, Magistracy and Crime in Old Regime Paris, 1735–1789*. Cambridge.
- Aubry, Gérard. 1971. *La jurisprudence criminelle du Châtelet de Paris sous le règne de Louis XVI*. Paris.
- Beaumarchais. 1969–78. *Correspondance*, éd. Brian R. Morton. 4 tomes. Paris.
- Beaumont, Simon de. 1766. *Jurisprudence des rentes ou Code des rentiers*. Paris.
- Béguin, Katia. 2012. *Financer la guerre au XVIIe siècle : La dette publique et les rentiers de l'absolutisme*. Seyssel.
- Belin, Jean-Paul. 1913. *Le commerce des livres prohibés à Paris de 1750 à 1789*. Paris.
- Bély, Lucien. 1990. *Espions et ambassadeurs au temps de Louis XIV*. Paris.
- . 1999. *La société des princes, XVIe–XVIIIe siècle*. Paris.
- Benabou, Erica-Marie. 1987. *La prostitution et la police des mœurs au XVIIIe siècle*. Paris.
- Bercé, Yves-Marie. 2011. *Lorette aux XVIe et XVIIe siècles : Histoire du plus grand pèlerinage des temps modernes*. Paris.
- Bergin, Joseph. 1996. *The Making of the French Episcopate, 1589–1661*. New Haven, CT.
- . 2004. *Crown, Church, and Episcopate under Louis XIV*. New Haven, CT.
- Bluche, François. 1958. *Les honneurs de la Cour*. 2 tomes. Paris.

- . 1986. *Les magistrats du parlement de Paris au XVIIIe siècle*. Paris.
- Bodinier, Gilbert. 1983. *Les officiers de l'armée royale combattants de la guerre d'Indépendance américaine des Etats-Unis : De Yorktown à l'an II*. Vincennes.
- . 2005. *Les Gardes du corps de Louis XVI*. Versailles.
- Boehler, Jean-Michel. 1994. *La paysannerie de la plaine d'Alsace : 1648–1789*. 3 tomes. Strasbourg.
- Boigne, Eléonore-Adèle d'Osmond, comtesse de. 2007. *Mémoires*, éd. Henri Rossi. Paris.
- Bordes, Maurice. 1957. *D'Etigny et l'administration de l'intendance d'Auch (1751–1767)*. 2 tomes. Auch.
- Bourgeon, Jean-Louis. 1973. *Les Colbert avant Colbert : Destin d'une famille marchande*. Paris.
- Bray, Laurent. 1986. *César-Pierre Richelet (1626–1698) : Biographie et œuvre lexicographique*. Tübingen.
- Brian, Isabelle. 2014. *Prêcher à Paris sous l'Ancien Régime : XVIIe–XVIIIe siècles*. Paris.
- Caillou, François. 2005. *Une administration royale d'Ancien Régime : Le bureau des finances de Tours*. 2 tomes. Tours.
- Casanova, Giacomo. 2013–15. *Histoire de ma vie*, éd. Gérard Lahouati et Marie-Françoise Luna. 3 tomes. Paris.
- Chastanier, Roger. 1922. *Un aspect des lois relatives aux minorités religieuses : L'état civil des protestants, 1550–1792*. Nîmes.
- Chérin, Louis Nicolas Hyacinthe. 1788. *Abrégé chronologique d'édits, déclarations, réglemens, arrêts et lettres-patentes [. . .] concernant le fait de noblesse*. Paris.
- Constant, Jean-Marie. 1974. « L'enquête de noblesse de 1667 et les seigneurs de Beauce ». *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, n° 4 : 548–66.
- . 1981. *Nobles et paysans en Beauce aux XVIe et XVIIe siècles*. Lille.
- Coquery, Natacha. 1998. *L'hôtel aristocratique : Le marché du luxe à Paris au XVIIIe siècle*. Paris.
- Corvisier, André. 1964. *L'armée française de la fin du XVIIe siècle au ministère de Choiseul : Le soldat*. 2 tomes. Paris.
- . 1968. *Une source d'histoire sociale*. T. 1 de *Les Contrôles de troupes*. Paris.
- Cottret, Monique. 1979. « Piété populaire et clandestinité : Le cas des convulsionnaires parisiens au XVIIIe siècle ». Dans *Histoire et clandestinité du Moyen-Age à la Première Guerre mondiale*, éd. Michèle Tilloy, Gabriel Audisio et Jacques Chiffolleau, 159–73. Albi.
- Crowston, Clare Haru. 2013. *Credit, Fashion, Sex: Economies of Regard in Old Regime France*. Durham, NC.
- Cuillieron, Monique. 1988. « Les causes matrimoniales des officialités de Paris au siècle des Lumières, 1726–1789 ». *Revue historique de droit français et étranger*, n° 4 : 527–59.
- . 1990. « Réflexions sur les causes matrimoniales des officialités de Paris au siècle des Lumières : 1726–1789 ». *Revue de droit canonique*, n° 1 : 17–62.
- Dainville-Barbiche, Ségolène de. 2005. *Devenir curé à Paris : Institutions et carrières ecclésiastiques (1695–1789)*. Paris.
- Dangirard, Pierre. 2005. *La vie quotidienne en Vendée avant la Révolution : Journal inédit de Dangirard, le « pape » des protestants de La Rochelle (1781)*, éd. Alain Gérard. La Roche-sur-Yon.
- Davis, Natalie Zemon. 1983. *The Return of Martin Guerre*. Cambridge.
- Deharbe, Karine. 2010. *Le Bureau des finances de la généralité de Lyon : Aspects institutionnels et juridiques*. Paris.
- Delsalle, Paul. 2009. *Histoires de familles : Les registres paroissiaux d'état civil du Moyen Age à nos jours*. Besançon.
- Denis, Vincent. 2006. « Imposteurs et policiers au siècle des Lumières ». *Politix* 74 : 11–30.

- . 2008. *Une histoire de l'identité : France, 1715–1815*. Seyssel.
- Denis, Vincent, et Vincent Milliot. 2004. « Police et identification dans la France des Lumières ». *Genèses* 54 : 4–27.
- Deregnacourt, Gilles. 1991. *De Fénelon à la Révolution : Le clergé paroissial de l'Archevêché de Cambrai*. Villeneuve-d'Ascq.
- Dewald, Jonathan. 1987. *Pont-St-Pierre, 1398–1789: Lordship, Community, and Capitalism in Early Modern France*. Berkeley, CA.
- Dinet, Dominique. 1999. *Religion et société : Les réguliers et la vie régionale dans les diocèses d'Auxerre, Langres et Dijon (fin XVIe–fin XVIIIe siècles)*. 2 tomes. Paris.
- Dompmier, Bernard. 1993. *Enquête au pays des frères des anges : Les capucins de la province de Lyon aux XVIIe et XVIIIe siècles*. Saint-Etienne.
- Douen, Orentin. 1879. *Les premiers pasteurs du Désert (1685–1700)*. 2 tomes. Paris.
- Doyon, Julie. 2007. « De la clandestinité à la “ fausseté ” : La fraude matrimoniale à Paris », *Dix-huitième siècle* 39 : 415–30.
- Ellery, Eloise. 1915. *Brissot de Warville : A Study in the History of the French Revolution*. Boston.
- Encyclopédie méthodique : Finances*. 1785–87. 3 tomes. Paris.
- Esmonin, Edmond. 1913. *La taille en Normandie au temps de Colbert : 1661–1683*. Paris.
- Etats de Paris en 1614*. 1789. T. 4 de *Recueil des cahiers généraux des trois ordres aux états-généraux*. Paris.
- Farcy, Paul de. 1913–15. « Généalogie des familles Fouquet d'Anjou ». *Bulletin de la commission historique et archéologique de la Mayenne* 29 : 378–84 et 31 : 92–121.
- Faucher, Benjamin. 1923. « Les registres de l'état civil protestant en France depuis le XVIe siècle jusqu'à nos jours ». *Bibliothèque de l'Ecole des chartes* 84 : 306–46.
- Freundlich, Francis. 1995. *Le monde du jeu à Paris (1715–1800)*. Paris.
- Funck-Brentano, Frantz. 1903. *L'affaire du collier*. 5e éd. Paris.
- Gallais-Hamonn, Georges, et Jean Berthon. 2008. *Les emprunts tontiniers de l'Ancien Régime : Un exemple d'ingénierie financière au XVIIIe siècle*. Paris.
- Gallon. 1752. *Conférence de l'ordonnance de Louis XIV du mois d'août 1669 sur le fait des eaux et forêts*. 2 tomes. Paris.
- Gazier, Augustin. 1879. « La police de Paris en 1770 : Mémoire inédit [du commissaire Le Maire] composé par ordre de G. de Sartine sur la demande de Marie-Thérèse ». *Mémoires de la Société de l'histoire de Paris et de l'Île-de-France* 5 : 1–131.
- Genêt, Stéphane. 2013. *Les espions des Lumières : Actions secrètes et espionnage militaire sous Louis XV*. Paris.
- Goujet, Claude-Pierre. 1749. *Nouveau supplément au grand dictionnaire historique, généalogique, historique, etc. de M. Louis Moreri*. 2 tomes. Paris.
- Groebner, Valentin. 2007. *Who Are You ? Identification, Deception, and Surveillance in Early Modern Europe*. New York.
- Grolée-Virville, Alain de. 1978. *Les d'Hozier : Juges d'armes de France*. Paris.
- Grosclaude, Pierre. 1961. *Malesherbes témoin et interprète de son temps*. Paris.
- Grubbs, Henry A. 1941. *Jean-Baptiste Rousseau: His Life and His Works*. Princeton, NJ.
- Guillote, François Charles. 1974. *Mémoire sur la réformation de la police de France soumis au Roi par M. Guillaute, officier de maréchaussée d'Île-de-France*, éd. Jean Seznec. Paris.
- Gutton, Jean-Pierre. 2010. *Etablir l'identité : L'identification des Français du Moyen Age à nos jours*. Lyon.

- Guyot, Joseph-Nicolas, éd. 1775–83. *Répertoire universel et raisonné de jurisprudence, civile, criminelle, canonique et bénéficiale*. 64 tomes. Paris.
- Hanley, Sarah. 1989. « Engendering the State: Family Formation and State Building in Early Modern France ». *French Historical Studies* 16, n°1 : 4–27.
- Haraux, Geoffrey. 2014. « Communauté et identité individuelle dans la France préindustrielle : Villiedieu-les-Poêles, bourg industriel normand (1680–1740) ». Thèse d'archiviste paléographe, Ecole Nationale des Chartes.
- Hozier, Louis-Pierre d', et Jean Du Castre d'Auvigny. 1869. *Lettres inédites*, éd. Jules Silhol. Paris.
- Isambert, François-André, et al., éd. 1821–33. *Recueil des anciennes lois françaises depuis l'an 420 jusqu'à la Révolution de 1789*. 29 tomes. Paris.
- Jouanna, Arlette. 1996. « Preuves de noblesse ». Dans *Dictionnaire de l'Ancien Régime*, éd. Lucien Bély, 1013–15. Paris.
- Jousse, Daniel. 1771. *Traité de la justice criminelle de France*. 4 tomes. Paris.
- Kaplan, Steven L. 1996. *Le meilleur pain du monde : Les boulangers de Paris au XVIIIe siècle*. Paris.
- Krumenacker, Yves. 1998. *Les protestants du Poitou au XVIIIe siècle (1681–1789)*. Paris.
- . 2008. *Dictionnaire des pasteurs dans la France du XVIIIe siècle*. Paris.
- Laingui, André. 1964. « Sentiments et opinions d'un jurisconsulte à la fin du XVIIIe siècle : Pierre-François Muyart de Vouglans (1713–1791) ». *Travaux juridiques et économiques de l'Université de Rennes* 25 : 177–277.
- Lavallée, Théophile. 1856. *Histoire de la maison royale de Saint-Cyr*. Paris.
- Lefebvre-Teillard, Anne. 1990. *Le nom : Droit et histoire*. Paris.
- Le Mée, René. 1975. « La réglementation des registres paroissiaux en France ». *Annales de démographie historique*, 1975 : 433–73.
- Léonard, Emile-Guillaume. 1942. *Le problème du mariage civil et les protestants français au XVIIIe siècle*. Paris.
- Le Ridant, Pierre. 1770. *Code matrimonial*. 2 tomes. Paris.
- Leveleux-Teixeira, Corinne, éd. 2007. *Daniel Jousse : Un juriste au temps des Lumières, 1704–1781*. Limoges.
- Lever, Maurice. 1999–2004. *Pierre-Augustin Caron de Beaumarchais*. 3 tomes. Paris.
- Loiseau, Jérôme. 2007. « Les procès de noblesse en Bourgogne au XVIIe siècle : De la clarté juridique au mystère judiciaire ». Dans *Normes juridiques et pratiques judiciaires du Moyen Age à l'époque contemporaine*, éd. Benoît Garnot, 131–39. Dijon.
- Loupès, Philippe. 1982. « Un palmarès des saints dans le Sud-Ouest à la fin de l'Ancien Régime : Introduction à l'étude des noms en religion ». Dans *Histoire et sainteté*, 131–45. Angers.
- Maire, Catherine. 1998. *De la cause de Dieu à la cause de la nation : Le jansénisme au XVIIIe siècle*. Paris.
- Malesherbes, Chrétien Guillaume de Lamoignon de. 2011. *Voyage des montagnes neufchâteloises en été 1778*, éd. Mélanie Bart Gadat et Roland Kaehr. Genève.
- Martange, Marie-Antoine Bouët de. 1898. *Correspondance du général-major de Martange, aide de camp du prince Xavier de Saxe, lieutenant-général des armées (1756–1782)*, éd. Charles Bréard. Paris.
- Maugis, Edouard. 1920. « Une enquête du parlement de Paris au XVIIIe siècle sur l'application des règlements d'état civil ». *Nouvelle revue historique de droit français et étranger*, 1920 : 539–59.
- . 1922. « L'enquête du parlement de Paris sur la tenue des registres paroissiaux d'état civil dans les vingt dernières années de l'Ancien Régime ». *Nouvelle revue historique de droit français et étranger*, 1922 : 637–49.

- Mavidal, Jules, et Emile Laurent, éd. 1879. *Archives parlementaires : Etats généraux*. 7 tomes. Paris.
- Maza, Sarah C. 1983. *Servants and Masters in Eighteenth-Century France: The Uses of Loyalty*. Princeton, NJ.
- McManners, John. 1998. *The Religion of the People and the Politics of Religion*. T. 2 of *Church and Society in Eighteenth-Century France*. Oxford.
- Meyer, Jean. 1966. *La noblesse bretonne au XVIIIe siècle*. 2 tomes. Paris.
- Milliot, Vincent. 2011. *Un policier des Lumières, suivi de Mémoires de J. C. P. Lenoir, ancien lieutenant général de police de Paris*. Seyssel.
- Mortier, Roland. 2000. *Le « Prince d'Albanie » : Un aventurier au siècle des Lumières*. Paris.
- Mousnier, Roland. 1974–80. *Les institutions de la France sous la monarchie absolue, 1598–1789*. 2 tomes. Paris.
- Muyart de Vouglans, Paul-François. 1780. *Les lois criminelles de France, dans leur ordre naturel*. Paris.
- Nédélec, Yves. 1980. « Sur un usage cocasse de la société noble et bourgeoise de la société d'Ancien Régime : Les noms de seuries imaginaires ». *Annales de Normandie*, n° 4 : 322–23.
- Ordonnance de Louis XIV sur le fait des gabelles*. 1764. 2 tomes. Rouen.
- Petitfrère, Claude. 1986. *L'œil du maître : Maîtres et serviteurs de l'époque classique au romantisme*. Bruxelles.
- Péveri, Patrice. 2004. « L'exempt, l'archer, la mouche et le filou : Délinquance policière et contrôle des agents dans le Paris de la Régence ». Dans *Contrôler les agents du pouvoir*, éd. Laurent Feller, 245–72. Limoges.
- Piasenza, Paolo. 1993. « Opinion publique, identité des institutions, "absolutisme" : Le problème de la légalité à Paris entre le XVIIe et le XVIIIe siècle ». *Revue historique*, n° 587 : 97–142.
- Picco, Dominique. 1999. « Les demoiselles de Saint-Cyr (1686–1783) ». 3 tomes. Thèse de doctorat d'histoire, Université Panthéon–Sorbonne.
- Piton, Camille, éd. 1905–14. *Paris sous Louis XV : Rapports des inspecteurs de police au Roi*. 5 tomes. Paris.
- Porquet, Daniel. 2011. « L'Ecole royale militaire de Pontlevoy : Bénédictins de Saint-Maur et boursiers du roi, 1776–1793 ». Thèse de doctorat d'histoire, Université Paris–Sorbonne.
- Ravaissin-Mollien, François, et Louis Ravaissin-Mollien, éd. 1866–1904. *Archives de la Bastille : Documents inédits*. 19 tomes. Paris.
- Ravel, Jeffrey S. 2008. *The Would-Be Commoner: A Tale of Deception, Murder, and Justice in Seventeenth-Century France*. Boston.
- Rey, Michel. 1982. « Police et sodomie à Paris au XVIIIe siècle : Du péché au désordre ». *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, n° 1 : 113–24.
- Rosset, Philippe. 1970. « Les conseillers au Châtelet de Paris de la fin du XVIIe siècle : Etude d'histoire sociale [1e partie] ». *Paris et Île-de-France* 21 : 173–292.
- Roth, Suzanne. 1980. *Les aventuriers au XVIIIe siècle*. Paris.
- Rougemont, Martine de. 1988. *La vie théâtrale en France au XVIIIe siècle*. Paris.
- Sabattier, Jacqueline. 1984. *Figaro et son maître : Maîtres et domestiques à Paris au XVIIIe siècle*. Paris.
- Saint-Simon, duc de. 1983–88. *Mémoires : Addition au journal de Dangeau*, éd. Yves Coirault. 8 tomes. Paris.
- Samet, Catherine. 2005. *Naissance de l'escroquerie moderne du XVIIIe au début du XIXe siècle : La naissance de la notion d'escroquerie d'après la jurisprudence du Châtelet et du parlement de Paris durant le siècle de Louis XV (1700–1790)*. Paris.

- Steinberg, Sylvie. 2001. *La confusion des sexes : Le travestissement de la Renaissance à la Révolution*. Paris.
- Storez, Isabelle. 1996. *Le chancelier Henri François d'Aguesseau (1668–1751) : Monarchiste et libéral*. Paris.
- Vergé-Franceschi, Michel. 1991. *Marine et éducation sous l'Ancien Régime*. Paris.
- Zurlauben, Beat Fidel. 1758–64. *Code militaire des Suisses*. 4 tomes. Paris.